



**PREFECTURE
REGION ILE DE
FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°IDF-040-2023-01

PUBLIÉ LE 17 JANVIER 2023

Sommaire

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France / Service accompagnement et pilotage

IDF-2023-01-17-00003 - Décision DRIEAT-IDF n° 2023-0056 portant subdélégation de signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire et en matière de commande publique pour le compte du préfet de la région d'Île-de-France (41 pages) Page 3

IDF-2023-01-17-00002 - Décision n° DRIEAT-IDF 2023-0055 portant subdélégation de signature en matière administrative pour le compte du préfet de la région d'Île-de-France (15 pages) Page 45

Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis /

IDF-2023-01-13-00007 - Arrêté de délégation de signature au titre de l'article R.6147-10 du code de la santé publique (8 pages) Page 61

Préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris-Secrétariat général aux politiques publiques / Direction des affaires juridiques

IDF-2023-01-17-00001 - Arrêté portant délégation de signature aux agents du centre de service partagé régional de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, en matière d'ordonnancement et d'exécution budgétaire (3 pages) Page 70

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France

IDF-2023-01-17-00003

Décision DRIEAT-IDF n° 2023-0056 portant
subdélégation de signature pour l'exercice de la
compétence d'ordonnateur secondaire et en
matière de commande publique pour le compte
du préfet de la région d'Île-de-France



**Décision DRIEAT-IDF n° 2023-0056
portant subdélégation de signature pour l'exercice de la compétence
d'ordonnateur secondaire et en matière de commande publique pour le compte
du préfet de la région d'Île-de-France**

La directrice régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris (hors classe) - M. GUILLAUME (Marc) ;

Vu l'arrêté interministériel du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2010 portant règlement de comptabilité du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, pour la désignation d'un ordonnateur secondaire délégué ;

Vu l'arrêté du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris n° IDF-03-29-00020 du 29 mars 2021 portant organisation de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la décision DRIEAT-IF n° 2021-0005 du 1^{er} avril 2021 portant organisation des services de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Ile-de-France ;

Vu l'arrêté n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 du Préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris, portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire et de commande publique, notamment son article 7 ;

Sur proposition de l'adjoint à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, chargé du pilotage,

Décide :

ARTICLE 1^{er} – SUPPLÉANCE

Une suppléance est accordée à Mme Sophie MARMOUGET, administratrice générale de l'État, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée des ressources humaines et de la gestion des moyens, qui signera, en cas d'absence prolongée de Mme Emmanuelle GAY, tous les arrêtés, décisions et pièces relevant des attributions de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, notamment dans les domaines et programmes énoncés à l'article 2 de la présente décision.

ARTICLE 2 – DIRECTION

1. Subdélégation de signature est donnée à :

- Mme Sophie MARMOUGET, administratrice générale de l'État, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée des ressources humaines et de la gestion des moyens, et dans les limites de leurs attributions ;
- Mme Claire GRISEZ, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale adjointe chargée de l'eau et du développement durable ;
- M. Paul WEICK, administrateur de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint, chargé de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité ;
- M. Hervé SCHMITT, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint chargé de l'aménagement durable et des transports ;
- M. Jean-Marc PICARD, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint chargé de l'énergie, des risques et de la nature ;
- M. Jacques SALHI, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur des routes d'Île-de-France ;
- M. Pascal HERITIER, ingénieur de l'industrie et des mines hors classe, adjoint à la directrice, chargé du pilotage,
pour :

a. – Recevoir les crédits des programmes suivants :

- « Paysage, eau et biodiversité » (n° 113) ;
- « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » (n° 135) ;
- « Prévention des risques » (n° 181) ;
- « Infrastructures et services de transport » (n° 203) ;
- « Sécurité et éducation routières » (n° 207) ;

b. – Répartir ces crédits entre les services responsables d'unités opérationnelles, chargés de leur exécution.

c. – Procéder à des ré-allocations en cours d'exercice budgétaire entre les services responsables d'unités opérationnelles. Les ré-allocations d'un montant supérieur à 20 % de leur budget seront soumises au visa préalable du préfet de région d'Île-de-France.

2. Subdélégation de signature est donnée, en matière d'ordonnancement secondaire, à :

- Mme Sophie MARMOUGET, directrice adjointe chargée des ressources humaines et de la gestion des moyens ;
- Mme Claire GRISEZ, directrice adjointe, chargée de l'eau et du développement durable ;
- M. Paul WEICK, directeur adjoint chargé de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, chef du service sécurité des transports et des véhicules ;
- M. Hervé SCHMITT, directeur adjoint chargé de l'aménagement durable et des transports ;
- M Jean-Marc PICARD directeur adjoint, chargé de l'énergie, des risques et de la nature ;
- M. Jacques SALHI, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur adjoint, directeur des routes d'Île-de-France ;
- M Pascal HERITIER, adjoint à la directrice, chargé du pilotage,

à l'effet de signer, dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, pour les programmes sus-visés du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique, et pour les programmes suivants :

- « Paysages, eau et biodiversité » (n° 113) ;
- « Urbanisme, territoire et amélioration de l'habitat » (n° 135) ;
- « Fonction publique » (n° 148) ;
- « Expertise, information géographique et météorologie » (n° 159) ;
- « Energie, climat et après-mines » (n° 174) ;
- « Prévention des risques » (n° 181) ;
- « Infrastructures et services de transport » (n° 203) ;
- « Sécurité et éducation routières » (n° 207) ;
- « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » (n° 217) ;
- « Sports » (n° 219) ;
- « Administration territoriale de l'Etat » (n° 354) ;
- « Ecologie » (n° 362) (hors volet immobilier public) ;
- « Compétitivité » (n° 363) ;
- « Cohésion » (n° 364) ;
- « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État » (n° 723) ;

Pour les programmes n° 354, n° 362 (volet immobilier public) n° 363 et n° 723, toute dépense supérieure à 400 000 € HT devra faire l'objet d'un visa préalable du préfet de la région Île-de-France, en application de l'article 3 de son arrêté de délégation n° IDF-2022-07-19-00006 sus-visé en matière d'ordonnancement secondaire.

3. Subdélégation de signature est également donnée à Mme Sophie MARMOUGET, Mme Claire GRISEZ, M. Paul WEICK, M. Hervé SCHMITT, M. Jean-Marc PICARD et M. Jacques SALHI, directeurs adjoints, ainsi qu'à M. Pascal HERITIER adjoint à la directrice, pour signer toute pièce relative à la passation et à l'exécution des marchés publics et des accords cadres, en matière de travaux, fournitures, études et services, y compris les arrêtés relatifs à la composition et au mode de fonctionnement des jurys de concours.

Subdélégation est également accordée, dans la limite de ses attributions, à M. Jérôme PINAUD, architecte urbaniste de l'État en chef, directeur stratégie et projets immobiliers auprès de la directrice.

4. Pour les subventions d'un montant de 23 000 euros et plus, la subdélégation de signature consentie au paragraphe 1 du présent article porte sur les crédits du titre VI des programmes n° 113, n° 159, n° 174, n° 181, n° 217, n° 135 et n° 354, sous réserve d'informer au préalable le préfet de la région d'Île-de-France des prévisions d'attribution desdites subventions.

À cet effet, un tableau prévisionnel d'attribution des subventions, précisant les organismes bénéficiaires et les montants proposés pour chacun d'entre eux, sera transmis par la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, autant de fois que nécessaire et avant la signature des conventions par les bénéficiaires.

ARTICLE 3 – SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Les personnes disposant de la subdélégation de signature, en vertu de la présente décision, sont aussi habilitées à recourir à la signature électronique. Pour les agents figurant dans le tableau du paragraphe 2 de chaque sous-article concernant la DiRIF ou de chaque article pour les autres services, le recours à la signature électronique est accordée sans limitation de montant pour valider la demande d'avis sur projet de marché destinée au Responsable ministériel des achats (RMA).

ARTICLE 4 – CABINET ET COMMUNICATION

1. La subdélégation de signature du présent article porte sur les programmes :
 - « Infrastructures et services de transport » (n° 203) (crédits communication)
 - « administration territoriale de l'État (n° 354).
2. Subdélégation de signature est donnée, en matière d'ordonnancement secondaire, à :
 - Mme Nadia BELLIL, conseillère d'administration de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, directrice de Cabinet ;
 - Mme Stéphanie CARVALHEIRO, personnel non titulaire de catégorie A, directrice du service communication ;
 - M. Robin LEROY, attaché principal d'administration de l'État, responsable de la mission communication de la DiRIF (antenne DiRIF),

pour signer, dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés et dans les limites de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué pour les dépenses.

3. Subdélégation de signature est donnée aux personnes désignées dans le présent article, à l'effet de signer les commandes, quel que soit leur montant, prises dans le cadre de marchés à bons de commandes relevant de leurs attributions.

ARTICLE 5 – DIRECTION DES ROUTES D'ÎLE-DE-FRANCE

1. La subdélégation de signature du présent article porte sur :
 - a. – Les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :
 - « Infrastructures et services de transport » (n° 203) ;

- « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » (n° 217) ;
- « Ecologie » (n° 362) ;
- « Cohésion » (n° 364) ;

b. – Le programme du ministère de l'intérieur : « Sécurité et éducation routières » (n° 207).

2. Subdélégation de signature est donnée à :

- M. Jacques SALHI, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur des routes d'Île-de-France, à M. Jérôme ROQUES, attaché d'administration de l'État hors classe, directeur-adjoint des routes d'Île-de-France, à M. Marc CROUZEL, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directeur adjoint territorial des routes d'Île-de-France, pour signer, :

- dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, dans le cadre de ses attributions et compétences ;

- toutes les pièces relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics et accords-cadres.

ARTICLE 5-1 – MISSION DE LA POLITIQUE ET DES MOYENS DE L'EXPLOITATION

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur le programme du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique : « Infrastructures et services de transport » (n° 203) ;

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Jean-François TARISTAS, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable de la mission de la politique et des moyens de l'exploitation, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences et dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire, tant pour les dépenses que pour les recettes.

3. Subdélégation de signature est donnée à M. Maxime MOUTON, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable méthode, qualité et politique d'exploitation, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les propositions d'engagement, les pièces relatives à la constatation de la dépense et les ordres de payer relatifs aux dépenses.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie à la personne désignée ci-après, dans la limite de ses attributions et des montants indiqués ci-dessous, pour signer toutes les pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution des marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Jean-François TARISTAS, responsable de la mission de la politique et des moyens de l'exploitation		Travaux	1 000 000 €
		Fournitures, études et services	250 000 €

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Jean-François TARISTAS, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions, pour les marchés publics et accords cadres dont le montant dépasse les seuils mentionnés au point 1 du présent paragraphe, toute pièce relative à leur exécution, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;

- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

3. Subdélégation de signature est donnée à M. Maxime MOUTON, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, pour les opérations routières, toute pièce relative à la passation et l'exécution des marchés de montant inférieur ou égal à 25 000 € HT (seuil à apprécier sur le montant total du marché, en intégrant le montant des avenants à incidence financière quand ils existent) et les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 25 000 € HT pour chaque commande dans le cadre des marchés à bons de commande.

ARTICLE 5-2 – LE SERVICE DE MODERNISATION DU RÉSEAU

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique : « Infrastructures et services de transport » (n° 203).

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Emmanuel RIMOUX, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, responsable du service de modernisation du réseau, et son adjointe, Mme Fanny CHANTRELLE, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences et dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire, tant pour les dépenses que pour les recettes.

3. Subdélégation de signature est donnée, aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les propositions d'engagement, les pièces relatives à la constatation de la dépense et les ordres de payer relatifs aux dépenses :

- M. Guillaume BENNET, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département de modernisation du réseau Sud-Ouest et, son adjoint M. Régis BOST, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Eric VILBE, ingénieur hors classe des travaux publics de l'État, responsable du département de modernisation du réseau Nord-Est, et son adjointe, Mme Florence DERUMIGNY, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Davy PRYBYLA, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département des projets olympiques, et son adjoint, M. Ludovic MARIA, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Christophe DESNOUAILLES, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département des études générales et des voies réservées ;
- Mme Louise DEVRIES, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département de l'ingénierie de la modernisation du réseau ;
- M. Flavien CODDET, ingénieur des travaux publics de l'État, chef de projet au sein du département de l'ingénierie de la modernisation du réseau.

L'ordonnancement des dépenses nécessaires aux acquisitions foncières est exclu de la subdélégation de signature accordée aux agents cités dans le présent point 3 du paragraphe 1.

4. Subdélégation de signature est donnée, aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les propositions d'engagement, les pièces relatives à la constatation de la dépense et les ordres de payer relatifs aux dépenses :

- M. Alexandre PICARD, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau programmation, gestion et ordonnancement et son adjointe Mme Marie BUISSON, attachée d'administration de l'État ;
- Mme Laëticia PINCHAULT, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, assistante de programmation ;
- Mme Marianne TANGUY-HIEGEL, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, responsable de l'antenne de gestion de Paris du BPGO.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie aux personnes désignées ci-après, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, pour signer toutes les pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution des marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Emmanuel RIMOUX, responsable du SMR	Fanny CHANTRELLE, adjointe au responsable	Travaux	3 000 000 €
		Fournitures, études et services	750 000 €
Guillaume BENNET, responsable du DMR Sud-Ouest	Régis BOST, adjoint au responsable	Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €
Eric VILBE, responsable du DMR Nord-Est	Florence DERUMIGNY, adjointe au responsable	Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €
Davy PRYBYLA, responsable du DPO	Ludovic MARIA, adjoint au responsable	Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €
Christophe DESNOUAILLES, responsable du DEGRV		Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €
Louise DEVRIES, responsable du DIMR		Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Emmanuel RIMOUX et Mme Fanny CHANTRELLE, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions, pour les marchés publics et accords cadres dont le montant dépasse les seuils mentionnés au point 1 du présent paragraphe, toute pièce relative à leur exécution, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;

- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

3. Subdélégation de signature est donnée aux agents cités au point 1 du présent paragraphe à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les décisions d'agrément de sous-traitants, les décisions de réception avec ou sans réserves, les décomptes généraux ainsi que les pièces liées, des marchés publics de montants supérieurs aux seuils mentionnés au point 1 du présent paragraphe.

4. Subdélégation de signature est donnée aux agents cités au point 1 du présent paragraphe à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 500 000 € HT pour chaque commande prise pour une opération d'investissement routier dans le cadre de marchés à bons de commandes. Dans le cas où il est supérieur à 500 000 € HT, c'est le montant spécifié dans le tableau du point 1 du présent paragraphe qui s'applique à la subdélégation du présent point 3.

5. Subdélégation de signature est donnée aux personnes figurant ci-après à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, pour les opérations routières, toute pièce relative à la passation et l'exécution des marchés de montant inférieur ou égal à 25 000 € HT (seuil à apprécier sur le montant total du marché, en intégrant le montant des avenants à incidence financière quand ils existent) et les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 25 000 € HT pour chaque commande dans le cadre des marchés à bons de commande :

■ **pour le département de modernisation du réseau (DMR) Sud-Ouest :**

- M. Jean-Marc CITADELLE, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;
- M. Yanis MEZENNEN, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;

■ **pour le département de modernisation du réseau (DMR) Nord-Est :**

- M. Serge BUIZARD, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;
- Mme Roya GARDEZI, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;
- Mme Héloïse HAYET, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;

■ **pour le département des projets olympiques :**

- M. Rolin MARQUES, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable d'opérations ;
- Mme Odile ERNOULT, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;
- M. Bilel HAMMADI, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;
- Mme Mathilde LAPERNA, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;
- M. Alexandre POULTIER, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;

■ **pour le département des études générales et des voies réservées :**

- M. Yahya NAIT SRIR, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;
- M. Andréas BRACHET, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations ;

■ **pour le bureau des affaires foncières :**

- Mme Micheline LEHOUX, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des affaires foncières et son adjointe Mme Sophie MOZER, technicienne supérieure en chef du développement durable.

ARTICLE 5-3 – LE SERVICE DU TRAFIC ET DES TUNNELS

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur le programme du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique : « Infrastructures et services de transport » (n° 203).

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Hervé ABDERRAHMAN, ingénieur hors classe des travaux publics de l'État, responsable du service du trafic et des tunnels, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences et dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes.

3. Subdélégation de signature est donnée, aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences et dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, les propositions d'engagement, les pièces relatives à la constatation de la dépense et les ordres de payer relatifs aux dépenses :

- M. Stéphane GOUDEAU, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, responsable du département de l'ingénierie et de la modernisation des équipements et des tunnels (DIMET) ;
- M. Pierre-Baptiste DELPUECH, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département de l'exploitation du trafic et des tunnels (DETT),
- et ses adjoints, Mme Michèle MARLIERE, personnel non titulaire de catégorie A+, M. Olivier NALIN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts.

4. Subdélégation de signature est donnée, aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les propositions d'engagement, les pièces relatives à la constatation de la dépense et les ordres de payer relatifs aux dépenses :

- **pour le département de l'ingénierie et de la modernisation des équipements et des tunnels :**
 - Mme Mathilde GAUTHIER, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable d'opérations,
 - M. Ghislain Ishiamuanda KANIKI, ouvrier des parcs et ateliers, responsable d'opérations,
 - M. Matthieu KURZENNE, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations,
 - M. Maxime LHENRY, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations,
 - M. Franco PEROUMAL, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations,
 - M. Gabriel RICHARDOT, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations.
- **pour le département de l'exploitation du trafic et des tunnels :**
 - M. Abel BENOIT ROSARIO, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, chargé de mission sécurité du réseau ;
 - M. Alexandre ROSSI, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité observatoire et ingénierie du trafic, et son adjoint M. Marc RIVIERE, technicien supérieur en chef du développement durable ;
 - M. Nicolas BERNARD, ingénieur des travaux publics de l'État, chef de l'unité coordination du trafic et information routière, et ses adjoints, M. Marc KOENIG, ouvrier des parcs et ateliers, et M. David THOMACHOT, technicien supérieur en chef du développement durable ;
 - Mme Jeanne BATA, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable administration et gestion de l'unité politique de maintenance et modernisation ;
 - Mme Caroline LORENZ, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité informatique et réseaux centraux, et son adjoint, M. David QUINTANS, ouvrier des parcs et ateliers ;

- M. Hassan BELKACEM, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels (PCTT) Nord, et ses adjoints M. Philippe THULLIER, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Michaël LEGAIT, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;
- Mme Camille REMY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels (PCTT) Ouest, et ses adjoints M. Jean Abdoulla GOULAM, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Marius JEAN, ouvrier des parcs et ateliers en charge de la maintenance ; M. Jérôme TEMPERAULT, ouvrier des parcs et ateliers, chargé de pôle de maintenance de Boulogne, et M. Alain FALH, ouvrier des parcs et ateliers, chargé de pôle de maintenance de Nanterre ;
- Mme Emmanuelle LE ROY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle de trafic et tunnels (PCTT) Sud, et ses adjoints, M. Robert TOUATI, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Julien PROUST, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;
- M. Thomas LESURQUE, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels (PCTT) Est, et ses adjoints, M. Laurent MOUSSEUX, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Jean-Pierre SULLY, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie aux personnes désignées ci-après, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, pour signer toutes les pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution des marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Hervé ABDERRAHMAN, responsable du STT	Pierre-Baptiste DELPUECH, adjoint au responsable	Travaux	3 000 000 €
		Fournitures, études et services	250 000,00 €
Stéphane GOUDEAU, responsable du DIMET		Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €
Pierre-Baptiste DELPUECH, responsable du DETT	Michèle MARLIERE et Olivier NALIN, adjoints au responsable	Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Hervé ABDERRAHMAN, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, pour les marchés publics et accords cadres dont le montant dépasse les seuils mentionnés au point 1 du présent paragraphe, toute pièce relative à leur exécution, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

3. Subdélégation de signature est donnée aux agents cités au point 1 du présent paragraphe à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les décisions d'agrément de sous-traitants, les décisions de réception avec ou sans réserves, les décomptes généraux ainsi que les pièces liées, des marchés publics et accords cadres de montants supérieurs aux seuils mentionnés ci-dessus.

4. Subdélégation de signature est donnée aux agents cités au point 1 du présent paragraphe à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les commandes, dans la limite d'un montant pour chaque commande de :

- 1.000.000 € HT pour une commande prise dans le cadre de marchés à bon de commande pour des travaux ;
- 250.000 € HT pour une commande prise dans le cadre de marchés à bon de commande pour des fournitures, des études ou des services.

5. Subdélégation de signature est donnée aux personnes figurant ci-après à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, pour les opérations routières, toute pièce relative à la passation et l'exécution des marchés de montant inférieur ou égal à 25 000 € HT (seuil à apprécier sur le montant total du marché, en intégrant le montant des avenants à incidence financière quand ils existent) et les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 25 000 € HT pour chaque commande dans le cadre des marchés à bons de commande :

- **pour le département de l'ingénierie de la modernisation des équipements et des tunnels :**
 - Mme Mathilde GAUTHIER, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable d'opérations,
 - M. Ghislain Ishiamuanda KANIKI, ouvrier des parcs et ateliers, responsable d'opérations,
 - M. Matthieu KURZENNE, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations,
 - M. Maxime LHENRY, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations,
 - M. Franco PEROUMAL, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations,
 - M. Gabriel RICHARDOT, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable d'opérations.

6. Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à la passation et à l'exécution des marchés d'un montant inférieur ou égal à 25 000 € HT (seuil à apprécier sur le montant total du marché, en intégrant le montant des avenants à incidence financière quand ils existent), les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT pour chaque commande dans le cadre des marchés de fournitures, d'études ou de services à bons de commandes, et les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 100 000 € HT pour chaque commande dans le cadre des marchés de travaux à bons de commandes :

- **pour le département de l'exploitation du trafic et des tunnels :**
 - M. Abel BENOIT ROSARIO, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, chargé de mission sécurité du réseau ;
 - M. Alexandre ROSSI, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité observatoire et ingénierie du trafic, et son adjoint M. Marc RIVIERE, technicien supérieur en chef du développement durable ;
 - M. Nicolas BERNARD, ingénieur des travaux publics de l'État, chef de l'unité coordination du trafic et information routière, et ses adjoints, M. Marc KOENIG, ouvrier des parcs et ateliers, et M. David THOMACHOT, technicien supérieur en chef du développement durable ;
 - Mme Jeanne BATA, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable administration et gestion de l'unité politique de maintenance et modernisation ;
 - Mme Caroline LORENZ, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité informatique et réseaux centraux, et son adjoint, M. David QUINTANS, ouvrier des parcs et ateliers ;

- M. Hassan BELKACEM, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels (PCTT) Nord, et ses adjoints M. Philippe THULLIER, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Michaël LEGAIT, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;
- Mme Camille REMY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels (PCTT) Ouest, et ses adjoints M. Jean Abdoulla GOULAM, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, M. Marius JEAN, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ; M. Jérôme TEMPERAULT, ouvrier des parcs et ateliers, chargé de pôle de maintenance de Boulogne, et M. Alain FALH, ouvrier des parcs et ateliers, chargé de pôle de maintenance de Nanterre ;
- Mme Emmanuelle LE ROY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle de trafic et tunnels (PCTT) Sud, et ses adjoints, M. Robert TOUATI, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Julien PROUST, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;
- M. Thomas LESURQUE, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels (PCTT) Est, et ses adjoints, M. Laurent MOUSSEUX, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Jean-Pierre SULLY, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance.

ARTICLE 5-4 – LE SERVICE DE LA GESTION PATRIMONIALE DU RÉSEAU

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique : « Infrastructures et services de transport » (n° 203).

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences et dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire, tant pour les dépenses que pour les recettes à :

- M. Frédéric ROCHER-LACOSTE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du service de la gestion patrimoniale du réseau, et son adjoint M. Claude STREITH, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État.

3. Subdélégation de signature est donnée, aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les propositions d'engagement, les pièces relatives à la constatation de la dépense et les ordres de payer relatifs aux dépenses :

- Mme Pascale BLATNIK, ingénieure hors classe des travaux publics de l'État, responsable du département des techniques de la route, et son adjoint Benjamin FOUCHARD, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Guillaume DAMIEN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département ouvrages d'art, et son adjoint M. Fernando DIAS, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État.

4. Subdélégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les propositions d'engagement, les pièces relatives à la constatation de la dépense et les ordres de payer relatifs aux dépenses :

■ pour le département des techniques de la route :

- M. Dominique LE DUFF, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité équipements ;

■ pour le département de la politique et programmation routières :

- Mme Laura SAPATEIRO, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité programmation, politiques techniques et qualité, et son adjoint Arnaud IFFLY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- Mme Eva CHEN YEN SU, ingénieure des travaux géographiques et cartographiques de l'État, cheffe de l'unité géomatique du patrimoine routier ;
- M. Pascal GIRARD, ouvrier des parcs et ateliers, chef de l'unité gestion budgétaire et administrative, et son adjointe Mme Gwenaëlle COSMAO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure ;

■ **pour le département ouvrages d'art :**

- M. Victor MARTINET, ingénieur des travaux publics de l'État, chef de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art, et son adjoint M. Thomas GODEFROY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Olivier SIGAULT, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Sud-Ouest ;
- M. Arnaud JESTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Nord-Est.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie aux personnes désignées ci-après, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, pour signer toutes les pièces relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics et accords-cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution des marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Frédéric ROCHER LACOSTE, responsable du SGPR	Claude STREITH adjoint au responsable	Travaux	3 000 000,00 €
		Fournitures, études et services	250 000 €
Pascale BLATNIK, responsable du DTR	Benjamin FOUCHARD, adjoints à la responsable	Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €
		Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €
Guillaume DAMIEN, responsable du DOA	Fernando DIAS, adjoint au responsable	Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Frédéric ROCHER LACOSTE et à M. Claude STREITH à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, pour les marchés publics et accords cadres dont le montant dépasse les seuils mentionnés au point 1 du présent paragraphe, toute pièce relative à leur exécution, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;

- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant ou acte modificatif à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

3. Subdélégation de signature est donnée aux agents cités au point 1 du présent paragraphe à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les décisions d'agrément de sous-traitants, les décisions de réception avec ou sans réserves, les décomptes généraux ainsi que les pièces liées, des marchés publics de montants supérieurs aux seuils mentionnés au point 1 du présent paragraphe.

4. Subdélégation de signature est donnée aux agents cités au point 1 du présent paragraphe, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les commandes, dans la limite d'un montant pour chaque commande de :

- 1 000 000 € HT pour une commande prise dans le cadre de marchés à bons de commandes pour des travaux ;
- 250 000 € HT, pour une commande prise dans le cadre de marchés à bons de commandes pour des fournitures, des études ou des services.

5. Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à la passation et à l'exécution des marchés d'un montant inférieur ou égal à 25 000 € HT (seuil à apprécier sur le montant total du marché, en intégrant le montant des avenants à incidence financière quand ils existent), les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT pour chaque commande dans le cadre des marchés de fournitures, d'études ou de services à bons de commandes, et les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 100 000 € HT pour chaque commande dans le cadre des marchés de travaux à bons de commandes :

■ **pour le département des techniques de la route :**

- M. Dominique LE DUFF, technicien supérieur en chef du développement durable, chef de l'unité équipements.

■ **pour le département politique et programmation routières :**

- Mme Laura SAPATEIRO, ingénieure des travaux publics de l'État, cheffe de l'unité programmation, politiques techniques et qualité, et son adjoint M. Arnaud IFFLY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- Mme Eva CHEN YEN SU, ingénieure des travaux géographiques et cartographiques de l'État, cheffe de l'unité géomatique du patrimoine routier ;
- M. Pascal GIRARD, ouvrier des parcs et ateliers, chef de l'unité gestion budgétaire et administrative, et son adjointe Mme Gwenaëlle COSMAO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure ;

■ **pour le département ouvrages d'art :**

- M. Victor MARTINET, ingénieur des travaux publics de l'État, chef de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art, et son adjoint M. Thomas GODEFROY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Olivier SIGAULT, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Sud-Ouest ;
- M. Arnaud JESTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Nord-Est.

ARTICLE 5-5 – LES ARRONDISSEMENTS DE GESTION ET D’EXPLOITATION DE LA ROUTE

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :

a. – Le programme du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique : « Infrastructures et services de transport » (n° 203) ;

b. – Le programme du ministère de l’intérieur « Sécurité et éducation routières » (n° 207).

2. Subdélégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l’effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l’exercice de la compétence d’ordonnateur secondaire, tant pour les dépenses que pour les recettes :

- M. Adrien PUGES, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l’arrondissement de gestion et d’exploitation de la route (AGER) Est et son adjoint M. Anthony MITRANO, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l’État ;
- M. Patrice MORICEAU, ingénieur hors classe des travaux publics de l’État, responsable de l’arrondissement de gestion et d’exploitation de la route (AGER) Sud, et son adjoint M. Moustapha SAVANE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l’État ;
- M. Michel PERREL, ingénieur en chef des travaux publics de l’État, responsable de l’arrondissement de gestion et d’exploitation de la route (AGER) Ouest, et son adjointe Mme Julie COHEN-SOLAL, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l’État ;
- M. Thomas WALLISER, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l’arrondissement de gestion et d’exploitation de la route (AGER) Nord, et son adjoint M. Jean-Baptiste DE CAGNY, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts ;

3. Subdélégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l’effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les propositions d’engagement, les pièces relatives à la constatation de la dépense et les ordres de payer relatifs aux dépenses :

■ **pour l’arrondissement de gestion et d’exploitation de la route Est :**

- M. Claude GRUMELART, attaché d’administration de l’État, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR),
- et son adjointe Mme Claudine GALLACCIO secrétaire d’administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle ;
- M. Eric SIMON, secrétaire d’administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure, responsable de la gestion budgétaire et de la comptabilité ;
- Mme Valérie DITTE, secrétaire d’administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable de l’unité d’exploitation de la route de Brie-Comte-Robert, et son adjoint, M. Patrice DEGLA, technicien supérieur du développement durable ;
- Mme Emanuèle FRITSCH, ingénieure des travaux publics de l’État, responsable de l’unité d’exploitation de la route (UER) de Champigny ;
- M. Pascal BEAUFILS, ouvrier des parcs et ateliers, responsable de la cellule gestion des matériels et engins ;

■ **pour l’arrondissement de gestion et d’exploitation de la route Sud :**

- M. Christian LABILLE, ouvrier des parcs et ateliers, responsable du BGAR ;
- Mme Patricia MENAGER, secrétaire d’administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable du pôle finances-programmation-gestion-moyens généraux ;

- M. Frédéric BERTRAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'UER d'Orsay-Villabé et son adjoint, M. Denis PRUDHOMME, technicien supérieur en chef du développement durable ;
- M. Ludovic CADET, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'UER de Chevilly-Larue et son adjointe, Mme Lucienne LIBER, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable ;
- M. Thierry PARENT, contrôleur des finances publiques principal, responsable de l'unité gestion de flotte ;

■ **pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Ouest :**

- M. Jean-Michel KIFOURI, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, responsable du BGAR ;
- M. Kouessan FOLLY-GBOGBOE, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, responsable du pôle comptabilité et marchés BGAR Ouest ;
- Mme Mélanie LIMIER, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'UER de Nanterre-Boulogne et ses adjoints, Mme Catherine CHAUVET, personnel non titulaire sous règlement intérieur local et M. Yohann POLDRUGOVAC, technicien supérieur principal du développement durable ;
- Mme Pauline MATHEVET, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'UER de Jouy-en-Josas, et son adjoint M. Marc HELARY, technicien supérieur en chef du développement durable ;
- M. Philippe VERRIER, ouvrier des parcs et ateliers, chef par intérim du bureau de gestion de la flotte (BGF) Ouest ;

■ **pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Nord :**

- M. Juan-Manuel MARTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR),
- M. Amine ROBAI, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable de la programmation budgétaire ;
- M. Régis MENDOLA, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable de l'UER d'Eragny, et son adjointe Mme Isabelle KERSON, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- M. Jean-Willem LALLEMAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'UER de Saint-Denis, et son adjoint M. Maurice LABYLLE, technicien supérieur principal du développement durable ;
- M. Jean-Luc DUBUIS, ouvrier des parcs et ateliers, responsable de la cellule gestion de la flotte Nord.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie aux personnes désignées ci-après, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, pour signer toutes les pièces relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics et accords-cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution des marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Adrien PUGES, responsable de l'AGER Est	Anthony MITRANO, adjoint au responsable	Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €
Patrice MORICEAU, responsable de l'AGER Sud	Moustapha SAVANE, adjoint au responsable	Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution des marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Michel PERREL, responsable de AGER Ouest	Julie COHEN-SOLAL, adjointe au responsable	Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €
Thomas WALLISER, responsable de l'AGER Nord	Jean-Baptiste DE CAGNY, adjoint au responsable	Travaux	250 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

2. Subdélégation de signature est donnée aux agents cités au point 1 du présent paragraphe, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, pour les marchés publics et accords cadres dont le montant dépasse les seuils mentionnés au point 1 du présent paragraphe, toute pièce relative à leur exécution, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant ou acte modificatif à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

3. Subdélégation de signature est donnée aux agents cités au point 1 du présent paragraphe à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les décisions d'agrément de sous-traitants, les décisions de réception avec ou sans réserves, les décomptes généraux ainsi que les pièces liées, des marchés publics de montants supérieurs aux seuils mentionnés au point 1 du présent paragraphe.

4. Subdélégation de signature est donnée aux agents cités au point 1 du présent paragraphe, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les commandes, dans la limite d'un montant pour chaque commande de :

- 1 000 000 € HT pour une commande prise dans le cadre de marchés à bons de commandes pour des travaux ;
- 250 000 € HT, pour une commande prise dans le cadre de marchés à bons de commandes pour des fournitures, des études ou des services.

5. Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à la passation et à l'exécution des marchés d'un montant inférieur ou égal à 25 000 € HT (seuil à apprécier sur le montant total du marché, en intégrant le montant des avenants à incidence financière quand ils existent), les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT pour chaque commande dans le cadre des marchés de fournitures, d'études ou de services à bons de commandes, et les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 100 000 € HT pour chaque commande dans le cadre des marchés de travaux à bons de commandes :

■ **pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Est :**

- M. Claude GRUMELART, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR),

- et son adjointe Mme Claudine GALLACCIO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle ;
 - M. Eric SIMON, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure, responsable de la gestion budgétaire et de la comptabilité ;
 - Mme Valérie DITTE, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Brie-Comte-Robert et son adjoint, M. Patrice DEGLA, technicien supérieur du développement durable, adjoint au responsable de l'unité exploitation de la route (UER) de Brie-Comte-Robert ;
 - Mme Emanuèle FRITSCH, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité d'exploitation de la route (UER) de Champigny ;
 - M. Pascal BEAUFILS, ouvrier des parcs et ateliers, responsable de la cellule gestion des matériels et engins ;
- **pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Sud :**
- M. Christian LABILLE, ouvrier des parcs et ateliers, responsable du BGAR Sud ;
 - Mme Patricia MENAGER, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable du pôle finances-programmation-gestion-moyens généraux ;
 - M. Frédéric BERTRAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'UER d'Orsay-Villabé et son adjoint, M. Denis PRUDHOMME, technicien supérieur en chef du développement durable ;
 - M. Ludovic CADET, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'UER de Chevilly-Larue et son adjointe, Mme Lucienne LIBER, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable ;
 - M. Thierry PARENT, contrôleur des finances publiques principal, responsable de l'unité gestion de flotte ;
- **pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Ouest :**
- M. Jean-Michel KIFOURI, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, responsable du BGAR Ouest ;
 - M. Kouessan FOLLY-GBOGBOE, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, responsable du pôle comptabilité du BGAR Ouest ;
 - Mme Mélanie LIMIER, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'UER de Nanterre-Boulogne et ses adjoints, Mme Catherine CHAUVET, personnel non titulaire sous règlement intérieur local et M. Yohann POLDRUGOVAC, technicien supérieur principal du développement durable ;
 - Mme Pauline MATHEVET, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'UER de Jouy-en-Josas, et son adjoint M. Marc HELARY, technicien supérieur en chef du développement durable ;
 - M. Philippe VERRIER, ouvrier des parcs et ateliers, chef par intérim du bureau de gestion de la flotte (BGF) Ouest ;
- **pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Nord :**
- M. Juan-Manuel MARTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) ;
 - M. Amine ROBAI, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable de la programmation budgétaire ;
 - M. Régis MENDOLA, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable de l'UER d'Eragny, et son adjointe Mme Isabelle KERSON, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
 - M. Jean-Willem LALLEMAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'UER de Saint-Denis, et son adjoint M. Maurice LABYLLE, technicien supérieur principal du développement durable ;

- M. Jean-Luc DUBUIS, ouvrier des parcs et ateliers, responsable de la cellule gestion de flotte Nord, et son adjoint M. Jean-Luc DI-MEO, ouvrier des parcs et ateliers.

ARTICLE 6 – SERVICE CONNAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

- « Urbanisme, territoires et amélioration de l’habitat » (n° 135) ;
- « Expertise, information géographique et météorologie » (n° 159) ;
- « Infrastructures et services de transport » (n° 203).

2. Subdélégation de signature est donnée à l’effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l’exercice de la compétence d’ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, aux agents ci-après désignés :

- M. Enrique PORTOLA, ingénieur hors classe des travaux publics de l’État, chef du service connaissance et développement durable, et ses adjoints M. Jérôme AYACHE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l’État, M. Guillaume CRIEF, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts et M. Luc CHARANSONNEY, administrateur de l’État.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toutes pièces relatives à la passation et l’exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d’absence ou d’empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Enrique PORTOLA responsable du service	Jérôme AYACHE et Guillaume CRIEF, Luc CHARANSONNAY, adjoints	Études et services	139 000 €

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Enrique PORTOLA, à M. Jérôme AYACHE, à M. Guillaume CRIEF et à M. Luc CHARANSONNAY, dans la limite de leurs attributions, pour signer toute pièce relative à l’exécution des marchés publics et des accords cadres supérieurs aux seuils ci-dessus, à l’exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d’attribution d’un marché et lettre de rejet d’une offre ;
- acte d’engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d’affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d’ajournement.

Dans l’hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

ARTICLE 7 – SERVICE AMÉNAGEMENT DURABLE

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :

a. - Les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

- « Paysages, eau et biodiversité » (n° 113) ;
- « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » (n° 135) ;
- « Prévention des risques » (n° 181).

b. - Les programmes du ministère chargé de l'économie et des finances :

- « Ecologie » (n° 362) ;
- « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État » (n° 723).

Pour les programmes n° 362 (volet immobilier public) et n° 723, toute dépense supérieure à 400 000 € HT devra faire l'objet d'un visa préalable du préfet de la région d'Île-de-France, en application de l'article 3 de son arrêté de délégation de signature n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 en matière d'ordonnancement secondaire.

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de ses attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes à :

- Mme Muriel BENSAID, attachée d'administration de l'État hors classe, responsable du service aménagement durable, et son adjointe Ghislaine BORDES, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de ses attributions et des montants indiqués ci-dessous, pour signer toutes pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres, à :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en euros montant HT maximum	
Muriel BENSAID, responsable	Ghislaine BORDES, adjointe	études et services	139 000,00 €

2. Subdélégation de signature est donnée à Mme Muriel BENSAID, dans la limite de ses attributions, pour signer toute pièce relative à l'exécution des marchés publics et des accords cadres supérieurs aux seuils mentionnés ci-dessus, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

ARTICLE 8 – SERVICE DE LA POLITIQUE DES TRANSPORTS

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique : « Infrastructures et services de transport » (n° 203).

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué pour les dépenses aux agents ci-après désignés :

- M. Alexandre ANACHE, ingénieur des ponts, eaux et forêts, responsable du service politique des transports, et son adjoint M. François PLOQUIN, ingénieur des ponts, eaux et forêts, responsable du département des transports inter-régionaux et du fret ;
- M. Denis LAISNEY, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département des transports urbains..
- M. Eric LAVOINE, secrétaire d'administration et de contrôle de classe normale du développement durable, contrôleur de gestion transports, responsable de la cellule budget et synthèse financière.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toutes pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant H maximum	
Alexandre ANACHE, responsable du SPOT	M. François PLOQUIN, adjoint au responsable du SPOT et responsable du département des transports inter-régionaux et du fret ; Denis LAISNEY, responsable du département des transports urbains M. Eric LAVOINE, responsable de la cellule budget et synthèse financière	Etudes et services	139 000 €

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Alexandre ANACHE pour signer, dans la limite de ses attributions, toutes pièces relatives à l'exécution des marchés publics et des accords cadres supérieurs aux seuils mentionnés ci-dessus, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

ARTICLE 9 – SERVICE ÉNERGIE ET BÂTIMENT

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :

a. – Les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

- « Urbanisme, territoires et amélioration de l’habitat » (n° 135) ;
- « Expertise, information géographique et météorologie » (n° 159) ;
- « Énergie, climat et après-mines » (n° 174) ;
- « Écologie » (n° 362) ;
- « Infrastructures et services de transport » (n° 203).

b. – Les programmes du ministère de l’intérieur : « Sécurité et éducation routières » (n° 207) et « Administration territoriale de l’État » (n° 354) ;

c. – Le programme du ministère chargé des sports : « Sports » (n° 219) ;

d. – Les programmes du ministère de l’Économie et des Finances :

- « Fonction Publique » (n° 148) ;
- « Opérations immobilières et entretiens des bâtiments de l’État » (n° 723).

Pour les programmes n° 354, n° 362 (volet immobilier public) et n° 723, toute dépense supérieure à 400 000 € HT devra faire l’objet d’un visa préalable du préfet de la région Île-de-France, en application de l’article 3 de son arrêté de délégation de signature n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 en matière d’ordonnancement secondaire.

2. Subdélégation de signature du présent paragraphe est donnée aux personnes désignées ci-après, à l’effet de signer dans les conditions fixées aux arrêtés susvisés et dans la limite de leurs attributions et compétences, les propositions d’engagement et toute pièce relative à l’exercice de la compétence d’ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes :

- M. Jérôme PINAUD, architecte urbaniste de l’État en chef, directeur de la stratégie et des projets immobiliers ;
- M. Baptiste LORENZI, ingénieur divisionnaire de l’industrie et des mines, chef-adjoint du service énergie et bâtiment (SEB) ;
- Mme Nathalie BOUSQUET, cheffe du département bâtiment (DB) ;
- Mme Dominique RITZENTHALER, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l’État, adjointe du responsable du département bâtiment ;
- M. Thibaut BADOUAL, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, chef du département climat, air, énergie ;
- M. Sébastien OLARTE, architecte urbaniste de l’État, responsable du département patrimoine immobilier (DPI), et son adjoint Jean-Michel DUBOIS, ingénieur des travaux publics de l’État ;
- Mme Evelyne GUERTON, secrétaire d’administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, adjointe au chef de l’unité suivi financier et marchés ;
- M. Antoine MILON, ingénieur des travaux publics de l’État, responsable de l’unité études et projets bâtiment 1 du département patrimoine immobilier ;
- M. Victor VEILLET, ingénieur des travaux publics de l’État, responsable de l’unité études et projets bâtiment 2 du département patrimoine immobilier.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toutes pièces relatives à la passation et à l’exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Jérôme PINAUD, directeur	Baptiste LORENZI, chef-adjoint du service	Travaux	1 000 000 €
		Études et services	250 000 €
Sébastien OLARTE, responsable du département patrimoine immobilier (DPI)	Jean-Michel DUBOIS, adjoint, Evelyne GUERTON, adjointe au chef de l'unité suivi financier et marchés	Travaux	250 000 €
		Études et services	139 000 €

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Jérôme PINAUD et M. Baptiste LORENZI pour signer, dans la limite de leurs attributions, toutes pièces relatives à l'exécution des marchés publics et des accords cadres supérieurs aux seuils mentionnés au paragraphe 2.1, à l'exclusion à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

3. Subdélégation de signature est donnée aux autres agents mentionnés au paragraphe 2.1 pour signer, dans la limite de leurs attributions, et pour les marchés dont le montant, en tenant compte des éventuelles augmentations, ne dépasse pas les seuils autorisés pour le responsable du SEB au paragraphe 2.1 :

- toutes pièces relatives à l'exécution des marchés publics et des accords cadres ;
- les commandes prises dans le cadre de marchés à bons de commandes.

4. Subdélégation de signature est également donnée à M. Antoine MILON et à M. Victor VEILLET, responsables respectivement de l'unité études et projets 1 et 2, pour signer, dans la limite de leurs attributions, et pour les marchés dont le montant, en tenant compte des éventuelles augmentations, ne dépasse pas les seuils autorisés pour le département au paragraphe 2.1 :

- les actes relatifs à l'exécution des marchés relevant du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) sans incidence financière (sont exclus : les actes d'engagement, avenants ou actes modificatifs, décisions d'affermissement de tranches conditionnelles ou optionnelles, décisions de résiliation, ordres de service avec incidence financière).

5. Dans le cadre de l'opération sur le site de l'IGN et de Météo France, subdélégation de signature est donnée à M. Baptiste LORENZI, dans la limite de 300 000 € HT pour les travaux et 139 000 € HT pour les fournitures et services, notamment les études, pour :

- tous les actes et décisions préalables à la passation des marchés et accords-cadres ;
- les décisions du choix du titulaire des marchés et accords cadres ;
- la passation des marchés et accords-cadres, et de leurs avenants ;

quel que soit le montant des marchés et accords-cadres, pour :

- tous les actes et décisions d'exécution des marchés et accords-cadres y compris ceux ayant une incidence financière.

ARTICLE 10 – SERVICE DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur le programme du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique : « Prévention des risques » (n° 181).

2. La subdélégation de signature du présent paragraphe est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer dans les conditions fixées aux arrêtés susvisés et dans la limite de leurs attributions et compétences, les propositions d'engagement et toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes :

- M. Félix BOILEVE, ingénieur en chef des mines, chef du service prévention des risques, et son adjoint M. Olivier LEVILLAIN, ingénieur des mines, responsable du département risques chroniques ;
- Mme Irène ALFONSI, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, adjointe au responsable du département des risques chroniques ;
- Mme Anne PILLON, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du département risques accidentels, et son adjoint M. Vincent PIERRON, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Marion RAFALOVITCH, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du département risques naturels, et ses adjointes, Mme Laurence BALMES, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines et Mme Sophie SAUVAGNAT, ingénieure divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement ;
- Mme Manon VIGNES, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département hydrologie et prévision des crues, et son adjointe Carine CHALEON, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État.

Paragraphe 2 - Passation et exécution des marchés publics

1. Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toutes pièces relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Félix BOILEVE, responsable du service	Olivier LEVILLAIN, adjoint au responsable	Travaux	1 000 000 €
		Études et services	250 000 €

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Félix BOILEVE, pour signer, dans la limite de ses attributions, toutes pièces relatives à l'exécution des marchés publics et des accords cadres supérieurs aux seuils mentionnés ci-dessus, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

ARTICLE 11 – SERVICE SÉCURITÉ DES TRANSPORTS ET DES VEHICULES

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :

a. – Le programme du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

- « Infrastructures et services de transport » (n° 203) ;
- « Energie, climat et après-mines » (n° 174) ;

b. – Le programme du ministère de l'intérieur : « Sécurité et éducation routières » (n° 207).

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, aux agents ci-après désignés :

- M Paul WEICK, administrateur de l'État hors classe, chargé de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, chef du service sécurité des transports et des véhicules, et son adjointe Mme Odile SÉGUIN, ingénieure en chef des travaux publics de l'État ;
- M. Moussa BELOUASSAA, conseiller d'administration de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, responsable du département régulation des transports routiers ;
- Mme Nathalie ALEXANIAN, attachée principale d'administration de l'État, responsable du département sécurité, éducation et circulation routières, et son adjoint M. René ALBERTI, attaché d'administration de l'État ;
- M. Arnaud DEMAY, attaché d'administration de l'État hors classe, responsable du département de la sécurité des transports fluviaux, et son adjointe Mme Soledad SCARON, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- Mme Valérie GOUDEAU, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, responsable du département de la sécurité des transports guidés ;
- M. Yves SCHOEFFNER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du département homologation et surveillance des véhicules.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toutes pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres, en montant HT maximum	
Paul WEICK, directeur adjoint	Odile SÉGUIN, adjointe au responsable	Travaux études et services	250 000 € 139 000 €

2. Subdélégation de signature est donnée, dans la limite de ses attributions, à Mme Odile SÉGUIN ingénieure en chef des travaux publics de l'État, adjointe au responsable du service sécurité des transports et des véhicules, pour signer toute pièce relative à l'exécution des marchés publics et des accords cadres supérieurs aux seuils mentionnés ci-dessus, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;

- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

3. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer les commandes, quel que soit leur montant, prises dans le cadre de marchés sur devis ou à bons de commandes relevant de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

- M. Moussa BELOUASSAA, conseiller de l'écologie, d'administration du développement et de l'aménagement durables, responsable du département régulation des transports routiers ;
- Mme Nathalie ALEXANIAN, attachée principale d'administration de l'État, responsable du département sécurité, éducation et circulation routières, et son adjoint M. René ALBERTI, attaché d'administration de l'État ;
- M. Arnaud DEMAY, attaché d'administration de l'État hors classe, responsable du département de la sécurité des transports fluviaux, et son adjointe Mme Soledad SCARON, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- Mme Valérie GOUDEAU, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, responsable du département de la sécurité des transports guidés ;
- M. Yves SCHOEFFNER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du département homologation et surveillance des véhicules.
- Mme Sadia KHELIFI, ingénieure divisionnaire d'études et de fabrications, responsable de la division gestion du département régulation des transports routiers ;
- Hugues NOLLET, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable de la division contrôle du département régulation des transports routiers ;
- M. Jean-François FRATINI, attaché principal d'administration de l'État, responsable du bureau sécurité et éducation routières.

4. Subdélégation de signature est également donnée à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toute pièce relative à la passation et à l'exécution des marchés inférieurs à 20 000 € HT à :

- M. Jean-François FRATINI, attaché principal d'administration de l'État, responsable du bureau sécurité et éducation routières du département sécurité, éducation et circulation routières.

ARTICLE 12 – SERVICE POLITIQUES ET POLICE DE L'EAU

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

- « Paysages, eau et biodiversité » (n° 113)
- « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » (n° 135) ;
- « Ecologie » (n° 362) ;

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans la limite de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes à :

- M. Thomas BOUYER, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, chef du service politiques et police de l'eau ;
- Mme Caroline LAVALLART, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, adjointe de la cheffe de service, responsable de la mission stratégie eau et planification,
- M. Laurent TELLECHEA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, adjoint de la cheffe de service.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de ses attributions et des montants indiqués ci-dessous, pour signer toutes pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres, à :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant H maximum	
Thomas BOUYER, chef de service	Caroline LAVALLART Laurent TELLECHEA, adjoints au chef de service	Études et services	139 000,00 €

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Thomas BOUYER, Mme Caroline LAVALLART et M. Laurent TELLECHEA, dans la limite de leurs attributions, pour signer toute pièce relative à l'exécution des marchés publics et des accords cadres supérieurs aux seuils mentionnés ci-dessus, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

ARTICLE 13 – SERVICE NATURE ET PAYSAGE

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

- « Paysages, eau et biodiversité » (n° 113)
- « Ecologie » (n° 362) ;

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans la limite de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes à :

- Mme Lucile RAMBAUD, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, cheffe du service nature et paysage, et son adjoint M. Robert SCHOEN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts ;
- Mme Laurence RUVILLY, attachée principale de l'administration de l'État, responsable du département sites et paysages, et son adjointe Mme Florence MOTTES, architecte urbaniste de l'État ;
- M. Stéphane LUCET, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, responsable du département espaces et patrimoine naturels, et son adjoint M. Antoine LOMBARD, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement ;

- M. Bastien MOREIRA-PELLET, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département faune et flore sauvages, et son adjoint Jean-François VOISIN, ouvrier des parcs et ateliers, ingénieur haute maîtrise niveau 1.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de ses attributions et des montants indiqués ci-dessous, pour signer toutes pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres, à :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant H maximum	
Lucile RAMBAUD, responsable	Robert SCHOEN, adjoint	Etudes et services	139 000 €

2. Subdélégation de signature est donnée à Mme Lucile RAMBAUD et M. Robert SCHOEN, dans la limite de leurs attributions, pour signer toute pièce relative à l'exécution des marchés publics et des accords cadres supérieurs aux seuils mentionnés ci-dessus, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

ARTICLE 14 – SERVICE ACCOMPAGNEMENT ET PILOTAGE

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur les programmes suivants du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique, d'une part, et du ministère de l'intérieur d'autre part :

- « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » (n° 217)
- « Administration territoriale de l'État » (n° 354)

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes à :

- Mme Nadine BONHOTAL, attachée d'administration de l'État hors classe, cheffe du service accompagnement et pilotage et son adjoint, M. Philippe LOUVET, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- Mme Christelle DUROCHER, conseillère technique de service social de l'État, responsable du département accompagnement et qualité de vie au travail ;
- Mme Sandie CHAMBARET, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du département qualité et innovation ;
- M. Jean-Baptiste PUIGGALI, attaché principal d'administration de l'État, responsable du département des affaires juridiques, de l'archivage et de la documentation ;

•Mme Émilie AUFAUVRE, chargée d'études documentaires, responsable de l'unité documentation et archivage.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de ses attributions et des montants indiqués ci-dessous, pour signer toutes pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres, à :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant H maximum	
Nadine BONHOTAL, cheffe du service accompagnement et pilotage	Philippe LOUVET, adjoint	Etudes et services	139 000 €

2. Subdélégation de signature est donnée à Mme Nadine BONHOTAL et M. Philippe LOUVET, dans la limite de leurs attributions, pour signer toute pièce relative à l'exécution des marchés publics et des accords cadres supérieurs aux seuils mentionnés ci-dessus, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- rapport de présentation ;
- décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- acte d'engagement ;
- avenant ou acte modificatif ;
- décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- décision de reconduction ou non reconduction ;
- décision de résiliation ;
- décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

ARTICLE 15 – SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :

a. – Les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

- « Paysages, eau et biodiversité » (n° 113) ;
- « Urbanisme, territoire et amélioration de l'habitat » (n° 135) ;
- « Expertise, information géographique et météorologie » (n° 159) ;
- « Energie, climat et après-mines » (n° 174) ;
- « Prévention des risques » (n° 181) ;
- « Infrastructures et services de transport » (n° 203) ;
- « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » (n° 217) ;
- « Ecologie » (n° 362) (hors volet immobilier public) ;
- « Compétitivité » (n°363) ;
- « Cohésion » (n° 364) ;

b. – Les programmes du ministère de l'intérieur : « Sécurité et éducation routières » (n° 207) et « Administration territoriale de l'Etat » (n° 354) ;

c. – Le programme du ministère de l'Économie et des Finances (MINEFI) : « Opérations immobilières et entretiens des bâtiments de l'État » (n° 723).

Pour les programmes n° 354, n° 362 (volet immobilier public), n° 363 et n° 723, toute dépense supérieure à 400 000 € HT devra faire l'objet d'un visa préalable du préfet de la région Île-de-France, en application de l'article 3 de son arrêté de délégation de signature n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 en matière d'ordonnancement secondaire.

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, à :

- M. Ivan ROCHARD, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, secrétaire général ;
- M. Jean-Baptiste MOTTE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, secrétaire général délégué à la DiRIF et son adjoint, M. Pascal ERRECART, attaché principal d'administration de l'État.

3. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés et dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, aux agents ci-après désignés :

- M. Laurent GUIBERT, attaché d'administration de l'État, responsable du département des affaires financières, et son adjointe Mme Odile CLEMENT, attachée d'administration de l'État ;
- M. Florian SCHMITT, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, chargé de la programmation et des opérations transverses ;
- Mme Dévi MARY SAVARY, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargée de la programmation et des opérations transverses ;
- M. Sten FANGUINOVENY, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau des finances au secrétariat général délégué à la DiRIF, et son adjoint M. Reynald JOVELIN, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure ;
- Mme Houda BENKADDOUR, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable du pôle fonctionnement courant au bureau des finances au secrétariat général délégué à la DiRIF ;
- M. Xavier LEJEUNE, attaché principal d'administration de l'État, responsable du département des ressources humaines et des compétences, et son adjointe Mme Martine SADA, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité carrières et rémunérations à l'effet de signer tous les actes et pièces relevant des attributions du département, ainsi que pour présenter des observations devant les comités médicaux et les commissions de réforme ;
- Mme Nathalie RICHARD, attachée d'administration de l'État, responsable de l'unité formation, handicap, accompagnement et compétences, et M. Tarik MAHJoubi, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité temps, effectifs, recrutement et mobilité, à l'effet de signer tous les actes et pièces relevant du département des ressources humaines et des compétences en cas d'empêchement de leur responsable et de son adjointe ;
- Mme Marie-Laure AYUSTE-PELAGE, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des ressources humaines du secrétariat général délégué auprès de la DiRIF ;
- M. Denis GANDON, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du bureau de la logistique, de l'informatique et de l'immobilier.

4. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, et pour les programmes n° 113, n° 135, n° 159, n° 174, n° 181, n° 217, n° 354 et n° 723, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, à :

- M. Radouane LAHMER, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chef de l'unité budgétaire et comptable de Miollis du département des affaires financières ;
- Mme Alessia LO SARDO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, cheffe de l'unité budgétaire et comptable de Vincennes du département des affaires financières

5. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, en application du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, les titres de perception et les titres exécutoires constatant une créance liquide et exigible à :

- M. Laurent GUIBERT, attaché d'administration de l'État, responsable du département des affaires financières ;
- M. Sten FANGUINOVENY, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau des finances au secrétariat général délégué à la DiRIF, et son adjoint M. Reynald JOVELIN, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure.

6. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés et dans le cadre de leurs attributions et compétences, les pièces relatives à la constatation de la dépense et aux ordres de payer relatifs aux dépenses, aux agents ci-après désignés :

• **pour le secrétariat général de la DRIEAT ;**

- M. Bruno LENORMAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du département de la logistique et de la gestion immobilière, et ses adjointes Mme Catherine KHELAF, technicienne supérieure en chef du développement durable, et Mme Corinne DENIS, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- M. Emmanuel BLOT, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable de la logistique et des moyens de fonctionnement à l'unité Miollis ;
- Mme Florence FROMAGER, adjointe administrative des administrations de l'État, gestionnaire logistique immobilier ;
- M. Rachid SAHALI, technicien supérieur principal du développement durable, et M. Léonard MAMIE, adjoint technique, gestionnaires service logistique ;
- M. Jacques-Paul POUPART, ouvrier des parcs et ateliers, gestionnaire du parc automobile ;
- Mme Pascal DOBEL, adjoint administratif, gestionnaire restauration collective, nettoyage, accueil et espaces verts.

• **pour le secrétariat général délégué à la DiRIF :**

- Mme Marie-Laure AYUSTE-PELAGE, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des ressources humaines (BRH) ;
- Mme Julie BIOU, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable du pôle gestion de proximité du BRH ;
- Mme Sandrine FLORENTINY, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure, responsable du pôle financier,
- Mme Valérie TALCONA, adjointe administrative principal de 2^e classe, gestionnaire au pôle financier du BRH ;
- Mme Warda BOURICHE, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure, responsable du bureau formation, concours et recrutements.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

1. Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toutes pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Ivan ROCHARD SG		Travaux	300 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €

Jean-Baptiste MOTTE SG délégué	Pascal ERRECART, adjoint	Travaux	300 000 €
		Fournitures, études et services	139 000 €

2. Subdélégation de signature est donnée à M. Ivan ROCHARD, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, secrétaire général, à M. Jean-Baptiste MOTTE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État et à M. Pascal ERRECART, attaché principal d'administration de l'État, dans la limite de leurs attributions respectives, pour signer toute pièce relative à l'exécution des marchés publics et des accords cadres supérieurs aux seuils mentionnés ci-dessus, à l'exclusion des pièces mentionnées ci-après :

- – rapport de présentation ;
- – décision d'attribution d'un marché et lettre de rejet d'une offre ;
- – acte d'engagement ;
- – avenant ou acte modificatif ;
- – décision d'affermissement de tranche conditionnelle ou optionnelle ;
- – décision de reconduction ou non reconduction ;
- – décision de résiliation ;
- – décision d'ajournement.

Dans l'hypothèse où le montant initial du marché est augmenté (avenant à incidences financières), le seuil est apprécié sur le montant total du marché public ou accord-cadre, après augmentation.

3. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à la passation et à l'exécution des marchés inférieurs à 25 000 € HT, ainsi que les commandes jusqu'à 25 000 € HT prises dans le cadre de marchés à bons de commandes relevant de leurs attributions à :

- M. Denis GANDON, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du bureau de la logistique, de l'informatique et de l'immobilier ;
- Cyril MIKOLAJCZAK, responsable du pôle informatique et téléphonie au secrétariat général de la DiRIF.

4. Subdélégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à la passation et à l'exécution des marchés inférieurs à 25 000 € HT, ainsi que les commandes jusqu'à 4 000 € HT prises dans le cadre de marchés à bons de commandes relevant de leurs attributions :

• **pour le secrétariat général de la DRIEAT**

- M. Bruno LENORMAND, technicien supérieur en chef du développement durable, chef du département de la logistique et de la gestion immobilière, et ses adjointes Mme Catherine KHELAF, technicienne supérieure en chef du développement durable, et Mme Corinne DENIS, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- M. Emmanuel BLOT, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable de la logistique et des moyens de fonctionnement à l'unité Miollis ;
- M. Rachid SAHALI, technicien supérieur principal du développement durable, et M. Léonard MAMIE, adjoint technique, gestionnaires service logistique ;
- M. Pascal DOBEL, adjoint administratif, gestionnaire restauration collective, nettoyage, accueil et espaces verts.

• **pour le secrétariat général de la DRIEAT – délégué à la DiRIF :**

- Mme Marie-Laure AYUSTE-PELAGE, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des ressources humaines (BRH) ;
- Mme Julie BIOU, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable du pôle gestion de proximité du BRH ;
- Mme Warda BOURICHE, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure, responsable du bureau formation, concours et recrutement ;
- Mme Sylvie GAYRARD, personnel non titulaire de catégorie A, responsable du bureau des affaires juridiques et son adjointe, Mme Catherine PERNOIS, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle.

5. Subdélégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, tous les courriers relatifs aux notifications des pièces liées à la passation et à l'exécution des marchés publics et accords-cadre :

- Mme Nadia ROGOWSKI-DALDALIAN, attachée principale d'administration de l'État, responsable du département de la commande publique et de la politique d'achat ;
- Mme Magguy DESPLAN, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable de l'unité procédures et instruction des marchés publics de Créteil au département de la commande publique et de la politique d'achat ;
- M. Sten FANGUINOVENY, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau des finances au secrétariat général délégué à la DiRIF, et son adjoint M. Reynald JOVELIN, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure.

ARTICLE 16 – UNITÉS DÉPARTEMENTALES

ARTICLE 16-1 – UNITÉ DÉPARTEMENTALE 75

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :

a. – Les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

– « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » (n° 135) ;

– « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » (n° 217).

b. – Le programme du ministère de l'intérieur : « Administration territoriale de l'État » (n° 354).

c. – Le programme du ministère de l'Économie et des Finances (MINEFI) : « Opérations immobilières et entretiens des bâtiments de l'État » (n° 723).

Pour les programmes n° 354 et n° 723, toute dépense supérieure à 400 000 € HT devra faire l'objet d'un visa préalable du préfet de la région Île-de-France, en application de l'article 3 de son arrêté de délégation de signature n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 en matière d'ordonnancement secondaire.

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés et dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, aux agents ci-après désignés :

- M. Raphaël HACQUIN, administrateur général de l'État, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, directeur de l'unité départementale de Paris jusqu'au 14 février 2023 inclus ;
- M. Jean-Pascal BIARD, administrateur de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, directeur de l'unité départementale de Paris à compter du 15 février 2023 ;
- Mme Émilie CAM, architecte urbaniste de l'État, responsable du service aménagement durable et connaissance des territoires jusqu'au 1^{er} février 2023 inclus, M. François BELBEZET, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, responsable du service aménagement durable et connaissance des territoires à compter du 2 février 2023 ;
- Mme Laurence CACHEUX, attachée d'administration hors classe de l'État, responsable du service patrimoine, paysage et droit des sols ;
- Mme Natacha CARRIER-SCHRUMPF, attachée principale d'administration de l'État, responsable du service utilité publique et équilibres territoriaux.

3. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés et dans le cadre de ses attributions, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, à :

- Mme Chantal GERVAIS, attachée principale d'administration de l'État, responsable de la mission d'appui au pilotage local.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toute pièce relative à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Raphaël HACQUIN, directeur de l'unité départementale 75 jusqu'au 14 février 2023 Jean-Pascal BIARD, directeur de l'unité départementale 75 à compter du 15 février 2023	Chantal GERVAIS, responsable de la mission d'appui au pilotage local	Travaux, fournitures, études et services	139 000 €

ARTICLE 16-2 – UNITÉ DÉPARTEMENTALE 92

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :

a. – Les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

- « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » (n° 135) ;
- « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » (n° 217) ;
- « Ecologie » (n° 362).

b. – Les programmes du ministère de l'intérieur : « Sécurité et éducation routières » (n° 207) et « Administration territoriale de l'Etat » (n° 354) ;

c. – Le programme du ministère de l'Économie et des Finances (MINEFI) : « Opérations immobilières et entretiens des bâtiments de l'État » (n° 723).

Pour les programmes n° 354, n° 362 (volet immobilier public) et n° 723, toute dépense supérieure à 400 000 € HT devra faire l'objet d'un visa préalable du préfet de la région Île-de-France, en application de l'article 3 de son arrêté de délégation de signature du n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 en matière d'ordonnancement secondaire.

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés et dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, aux agents ci-après désignés :

- M. Alain TUFFERY, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Ile-de-France, directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;
- M. Sofiène BOUIFFROR, administrateur de l'État, et M. Fabrice MORONVAL, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, directeurs-adjoints de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;

- Mme Muriel LECAT, technicienne supérieure en chef du développement durable, responsable du pôle d'appui au pilotage local ;
- M. Anthony JEANNE, attaché principal d'administration, responsable du service éducation et sécurité routières ;
- M. Rodolphe VAN VLAENDEREN, ingénieur de l'agriculture et de l'environnement, chef du service urbanisme et construction durables et son adjointe, Mme Sophie TCHENG, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- Mme Camille MADOIRE-ROUZAUD, attachée principale d'administration, responsable du service planification et aménagement des territoires, et son adjointe Mme Claire SAURON, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toute pièce relative à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant HT maximum	
<p>Alain TUFFERY, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région d'Ile-de-France, directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine</p> <p>Sofiène BOUIFFROR, directeur-adjoint de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;</p> <p>Fabrice MORONVAL, directeur-adjoint de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;</p>	<p>Anthony JEANNE, responsable du service éducation et sécurité routières ;</p> <p>Muriel LECAT, responsable du pôle d'appui au pilotage local</p>	<p>Travaux fournitures, études et services</p>	<p>139 000 €</p>

ARTICLE 16-3 – UNITÉ DÉPARTEMENTALE 93

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :

a. – Les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

– « Urbanisme, territoires et amélioration de l’habitat » (n° 135) ;

– « Conduite et pilotage des politiques de l’écologie, du développement et de la mobilité durables » (n° 217) ;

– « Ecologie » (n° 362).

b. – Les programmes du ministère de l’intérieur : « Sécurité et éducation routières » (n° 207) et « Administration territoriale de l’Etat » (n° 354) ;

c. – Le programme du ministère de l’Économie et des Finances (MINEFI) : « Opérations immobilières et entretiens des bâtiments de l’État » (n° 723).

Pour les programmes n° 354, n° 362 (volet immobilier public) et n° 723, toute dépense supérieure à 400 000 € HT devra faire l’objet d’un visa préalable du préfet de la région Île-de-France, en application de l’article 3 de son arrêté de délégation de signature n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 en matière d’ordonnancement secondaire.

2. Subdélégation de signature est donnée à l’effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l’exercice de la compétence d’ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, aux agents ci-après désignés :

- M. Laurent CONDOMINES, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint de l’environnement, de l’aménagement et des transports d’Île-de-France, directeur de l’unité départementale de la Seine-saint-Denis ;

- M. Olivier ASTIER, ingénieur divisionnaire de l’industrie et des mines, et M. André COUBLE, ingénieur en chef des travaux publics de l’État, directeurs-adjoints de l’unité départementale de la Seine-Saint-Denis ;

- Mme Florence MONFORT, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l’État, responsable du service urbanisme réglementaire et bâtiment, et son adjointe Mme Céline BARON, attachée principale d’administration de l’État ;

- Mme Mathilde HONORAT, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l’État, responsable du service planification et aménagement des territoires, et son adjointe Mme Marie JUILLE, attachée principale d’administration de l’État, ;

- Mme Renée CARRIO, attachée principale d’administration de l’État, responsable du service circulation, éducation et sécurité routières, et son adjoint M. Stéphane MUNCH, délégué du permis de conduire et de la sécurité routière ;

- M. Joseph WALHA, secrétaire d’administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable de la cellule logistique du pôle d’appui au pilotage local.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toute pièce relative à la passation et l’exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d’absence ou d’empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres, en montant HT maximum
Laurent CONDOMINES, directeur de l’unité départementale 93	Olivier ASTIER, directeur-adjoint ; André COUBLE, directeur-adjoint ; Renée CARRIO, responsable du service	Travaux, fournitures, études et services 139 000 €

	circulation, éducation et sécurité routières		
	Joseph WALHA responsable de la cellule logistique du pôle d'appui au pilotage local	Travaux, fournitures, études et services	25 000 €

ARTICLE 16-4 – UNITÉ DÉPARTEMENTALE 94

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :

a. – Les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

- « Paysages, eau et biodiversité » (n° 113) ;
- « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » (n° 135) ;
- « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » (n° 217) ;
- « Ecologie » (n° 362).

b. – Les programmes du ministère de l'intérieur : « Sécurité et éducation routières » (n° 207) et « Administration territoriale de l'État » (n° 354) ;

c. – Le programme du ministère de l'Économie et des Finances (MINEFI) : « Opérations immobilières et entretiens des bâtiments de l'État » (n° 723).

Pour les programmes n° 354, n° 362 (volet immobilier public) et n° 723, toute dépense supérieure à 400 000 € HT devra faire l'objet d'un visa préalable du préfet de la région Île-de-France, en application de l'article 3 de son arrêté de délégation de signature n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 en matière d'ordonnancement secondaire.

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés et dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, aux agents ci-après désignés :

- Mme Julie TISSOT, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, directrice de l'unité départementale du Val-de-Marne ;
- M. Jérôme WEYD, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur-adjoint de l'unité départementale du Val-de-Marne ;
- Mme Fiona TCHANAKIAN, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, directrice-adjointe de l'unité départementale du Val-de-Marne ;
- M. Emmanuel FRISON, conseiller d'administration de l'écologie du développement et de l'aménagement durables, responsable du service de la planification et de l'aménagement des territoires, et ses adjoints Mme Géraldine SANAU, ingénieure principale des services techniques du ministère de l'Intérieur et M. Olivier COMPAGNET, attaché principal d'administration de l'État ;
- Mme Suzanne LECROART, conseillère d'administration de l'écologie du développement et de l'aménagement durables, responsable du service urbanisme et construction durables, et son adjoint M. Jean RAMAYE, attaché principal d'administration de l'État ;
- M. Alain MAHUTEAU, délégué principal du permis de conduire et de la sécurité routière, responsable du service circulation et sécurité routières ;

•Mme Nadjette BENAOUA-GARCIA, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure, cheffe du pôle d'appui au pilotage local, et à M. François MALARE, inspecteur du permis de conduire et de la sécurité routière de troisième classe, son adjoint.

Paragraphe 2 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toute pièce relative à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant HT maximum	
Julie TISSOT, directrice de l'unité départementale du Val-de-Marne	Jérôme WEYD, directeur-adjoint de l'unité départementale du Val-de-Marne Fiona TCHANAKIAN, directrice-adjointe de l'unité départementale du Val-de-Marne	Travaux, fournitures, études et services	139 000 €
	Alain MAHUTEAU Nadjette GARCIA BENAOUA François MALARE	Travaux, fournitures, études et services	25 000 €

ARTICLE 16-5 – UNITÉS DÉPARTEMENTALES de GRANDE COURONNE

Paragraphe – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :
– Le programme du ministère de l'intérieur « Administration territoriale de l'Etat » (n° 354) ;

Pour ce programme n° 354, toute dépense supérieure à 400 000 € HT devra faire l'objet d'un visa préalable du préfet de la région Île-de-France, en application de l'article 3 de son arrêté de délégation de signature n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 en matière d'ordonnancement secondaire.

2. Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés et dans le cadre de leurs attributions et compétences, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes, aux agents ci-après désignés :

- Mme Agnès COURET, ingénieure hors classe de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale de la Seine-et-Marne, et ses adjointes Mme Kim LOISELEUR, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines et Mme Clémence JAHANGIR, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Delphine DUBOIS, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale des Yvelines, et son adjointe Mme Marielle MUGUERRA, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Patrick POIRET, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale de l'Essonne, et son adjointe Mme Sophie PIERRET, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Alexis RAFA, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale du Val-d'Oise, et son adjoint M. Thomas BLATON, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines.

ARTICLE 17 – CENTRE SUPPORT RÉGIONAL

Paragraphe 1 – Ordonnancement secondaire

1. La subdélégation de signature du présent paragraphe porte sur :

a. - Les programmes du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministère de la transition énergétique :

- « Infrastructures et services de transport » (n° 203)

- « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » (n° 217).

b. - Le programme du ministère de l'intérieur : « Administration territoriale de l'Etat » (n° 354).

2. Subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions et compétences à l'effet de signer dans les conditions fixées dans les arrêtés susvisés, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes à :

- Mme Élisabeth BOULEZ, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, responsable du centre support régional,
- Mme Frédérique TOUSSAINT, attachée principale d'administration, et Mme Sandrine GRANDIN, assistante ingénieure de l'enseignement supérieur, adjointe de la responsable gestion des ressources humaines et responsable de l'unité qualité, et M. Stéphane MEINIER, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité gestion ;
- Mme Rachida EL FILALI, attachée principale d'administration de l'État, responsable du centre de prestations comptables mutualisées ;
- M. Gaël BINTEIN, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du département des systèmes d'informations et du numérique, et son adjointe, Mme Emmanuelle AIRAUD, attachée d'administration de l'État.

Paragraphe 2 – Compétences du Centre de prestations comptables mutualisées

3. Pour les programmes visés à l'article 2 de la présente décision, pour les actes pris en matière de taxe sur création de locaux de bureaux, de locaux commerciaux et de locaux de stockage en région Ile-de-France et pour les programmes dont le CSR a la charge dans le cadre des délégations de gestion, sont autorisés, dans le cadre de leurs attributions et compétences, à valider les actes comptables sous Chorus et Chorus formulaire :

- Mme Élisabeth BOULEZ, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, responsable du centre support régional ;
- Mme Rachida EL FILALI, attachée principale d'administration de l'État, responsable du CPCM et son adjointe Mme Clémence DREVON, attachée d'administration de l'État, responsable du contrôle interne comptable ;
- Mme Patricia AKPWA MEDOU, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargée d'organisation ;
- M. Johnny CAMAIONI, adjoint administratif principal, chargé de prestations comptables ;
- M. Sandy COPPIN, adjoint administratif principal, chargé de prestations comptables ;
- Mme Sonia DOUX, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure, chargée d'organisation ;
- Mme Vida DUKANAC, adjointe administrative, chargée de prestations comptables ;
- Mme Lætitia DUPRAT, adjointe administrative, chargée de prestations comptables ;
- Mme Ghislaine EL AKROUCHE, adjointe administrative, chargée de prestations comptables ;
- Mme Mahoua FADIGA, adjointe administrative, chargée de prestations comptables ;
- Mme Hélène GODET, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargé d'organisation ;
- Mme Sainaz GOLAMHOSEN, adjointe administrative, chargée de prestations comptables ;
- M. Steven GOURPIL, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargé d'organisation

- M. Minh Ton HOANG, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargé d'organisation ;
- M. Salomon ILOUGA, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargé de prestations comptables ;
- Mme Carole JUMINER, technicienne supérieure principale du développement durable, chargée de prestations comptables ;
- Mme Sophie LANOË, adjointe administrative, chargée de prestations comptables ;
- Mme Marie-Claudine LAURET, secrétaire d'administration de classe normale, chargée de prestations comptables ;
- Mme Sybille LE TENNIER , adjointe administrative, chargée de prestations comptables ;
- M. Edouard LHERMITTE, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargé de prestations comptables ;
- M. Didier MARTIN, adjoint administratif principal, chargé de prestations comptables ;
- Mme Jessica MBEE, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargée d'organisation ;
- Mme Ezzitounia NAZIH, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargée de prestations comptables ;
- Mme Ghariba NJIMA, adjointe administrative, chargée de prestations comptable ;
- Mme Maryne POTELOIN, adjointe administrative, assistante gestionnaire comptable ;
- Mme Glwady PULOCK, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargée d'organisation ;
- Mme Laurence ROUSSEL, technicienne supérieure en chef du développement durable, chargée d'organisation ;
- M. Arkadiusz WILCZYNSKI, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, responsable d'unité ;
- Mme Déolinda XAVIER, secrétaire d'administration de classe exceptionnelle, responsable d'unité ;
- Mme Nora ZAR, adjointe administrative, chargée de prestations comptables ;
- Mme Karima ZEMOURI, secrétaire administrative de classe normale, responsable d'unité.

Paragraphe 3 – Passation et exécution des marchés publics et accords cadres

Subdélégation de signature est consentie, dans la limite de leurs attributions et des montants indiqués ci-dessous, aux personnes suivantes pour signer toutes pièces relatives à la passation et l'exécution des marchés publics et des accords cadres :

NOM ET FONCTION	Suppléant en cas d'absence ou d'empêchement	Passation et exécution de marchés et accords cadres en montant HT	
Élisabeth BOULEZ, responsable du CSR	Frédérique TOUSSAINT, responsable du DGRH ; Sandrine GRANDIN, adjointe à la responsable du DGRH ; Gaël BINTEIN, responsable du DSIN ; Emmanuelle AIRAUD, adjointe au responsable du DSIN ; Frédéric LLABRES, chef de l'unité systèmes et réseau	Fournitures, études et services	90 000 €

ARTICLE 18 - MISSION D'INSPECTION GÉNÉRALE TERRITORIALE DE PARIS

1. Subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions et compétences, pour les actes et pièces relatifs à la passation et l'exécution des marchés et accords-cadres de fournitures et de services dont les montants sont inférieurs à 90 000 € HT, aux agents ci-après désignés :

- Mme Corinne ETAIX, coordonnatrice de la MIGT de Paris ;
- Mme Farida BABA-MABROUKI, secrétaire générale.

2. Subdélégation de signature est en outre donnée, dans le cadre de leurs attributions et compétences, pour constater le service fait et les ordres de payer relatifs aux dépenses à :

- Mme Marie-Chantal JEAN-LOUIS, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale.

3. Pour l'utilisation de l'application de gestion de frais de déplacements, concernant les personnels de la MIGT, subdélégation est donnée aux agents ci-après :

- Mme Farida BABA-MABROUKI, pour valider les ordres de mission, les engagements de crédits et les pièces de mandatement correspondantes ;
- Mme Sophie NICOLAS-NELSON, assistante de la coordonnatrice, pour valider les ordres de mission.

ARTICLE 19– DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

1. Les subdélégués en matière d'ordonnancement secondaire peuvent autoriser, par décision formalisée, leurs collaborateurs à attester le service fait conforme à la commande.

2. Demeurent soumis à la signature du préfet de la région d'Île-de-France :

- les ordres de réquisition du comptable public ;
- les décisions de passer outre à l'avis défavorable du contrôleur budgétaire régional ;
- les conventions financières avec les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- les conventions attribuant des subventions de 300.000 euros et plus ;
- les contrats de bail.

3. La décision n° DRIEAT-IDF-2022-1177 du 30 novembre 2022 est abrogée.

4. L'adjoint à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, chargé du pilotage, est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Paris, le 17 janvier 2023

Pour le préfet et par délégation,

La directrice régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-
de-France

signé

Emmanuelle GAY

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France

IDF-2023-01-17-00002

Décision n° DRIEAT-IDF 2023-0055 portant
subdélégation de signature en matière
administrative pour le compte du préfet de la
région d'Île-de-France



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Décision n° DRIEAT-IDF 2023-0055
portant subdélégation de signature en matière administrative pour le compte du
préfet de la région d'Île-de-France**

La directrice régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

Vu le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

Vu le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié autorisant le ministre chargé du développement durable à déléguer certains de ses pouvoirs de recrutement et de gestion d'agents placés sous son autorité ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris (hors classe) - M. GUILLAUME (Marc) ;

Vu l'arrêté interministériel du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État au sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé du développement durable en matière de gestion des membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'État ;

Vu l'arrêté du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris n° IDF-03-29-00020 du 29 mars 2021 portant organisation de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

21/23, Rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15
www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/

Vu la décision DRIEAT-IDF n° 2021-0005 du 1^{er} avril 2021 portant organisation de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Ile-de-France ;

Vu l'arrêté n° IDF-2022-07-19-00005 du 19 juillet 2022 du préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris, portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, en matière administrative ;

Vu l'arrêté n° IDF-2022-07-19-00006 du 19 juillet 2022 du préfet de la région Île-de-France, préfet de Paris, portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire et de commande publique ;

Sur proposition de l'adjoint à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, chargé du pilotage,

Décide

ARTICLE 1^{er} : Attributions générales des directeurs adjoints et de l'adjoint à la directrice

Subdélégation est accordée à Mme Sophie MARMOUGET, administratrice générale de l'État, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée des ressources humaines et de la gestion des moyens, Mme Claire GRISEZ, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale adjointe chargée de l'eau et du développement durable, M. Jacques SALHI, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint directeur des routes d'Île-de-France, M. Jean-Marc PICARD, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, chargé de l'énergie, des risques et de la nature, M. Paul WEICK, administrateur de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint chargé de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, M. Hervé SCHMITT, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint chargé de l'aménagement durable et des transports et M. Pascal HERITIER, ingénieur de l'industrie et des mines hors classe, adjoint à la directrice, chargé du pilotage, pour les matières relevant des articles 4 à 18.

ARTICLE 1 bis : Suppléance

Subdélégation est accordée à Mme Sophie MARMOUGET, administratrice générale de l'État, directrice régionale et interdépartementale adjointe, chargée des ressources humaines et de la gestion des moyens, Mme Claire GRISEZ, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale adjointe chargée de l'eau et du développement durable, M. Jacques SALHI, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint directeur des routes d'Île-de-France, M. Jean-Marc PICARD, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint chargé de l'énergie, des risques et de la nature, M. Paul WEICK, administrateur de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint chargé de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité et M. Hervé SCHMITT, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur général et interdépartemental adjoint chargé de l'aménagement durable et des transports, pour signer, en cas d'absence prolongée de Mme Emmanuelle GAY, les arrêtés, décisions et pièces relevant des attributions de la direction.

ARTICLE 2 : Cabinet de la direction, sécurité défense, communication, stratégie et projets immobiliers

■ Le Cabinet de la direction

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de ses attributions, à Mme Nadia BELLIL, conseillère d'administration du développement et de l'aménagement durables, directrice de cabinet de la direction, pour le fonctionnement du cabinet.

■ La mission sécurité-défense

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Paul WEICK, administrateur de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint chargé de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, et à M. Vincent GOETZ, personnel non titulaire de catégorie A, chef de la mission sécurité défense.

■ Le service communication

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de ses attributions, à Mme Stéphanie CARVALHEIRO, personnel non titulaire de catégorie A, directrice du service communication, à Madame Magali MAUGER, son adjointe, personnel non titulaire de catégorie A, ainsi qu'à M. Robin LEROY, attaché principal d'administration de l'État, chargé de la mission communication placé auprès de la direction des routes d'Île-de-France.

■ Stratégie et projets immobiliers

Subdélégation de signature est également accordée, dans la limite de ses attributions, à M. Jérôme PINAUD, architecte urbaniste de l'État en chef, directeur de la stratégie et des projets immobiliers.

ARTICLE 3 : Exploitation, entretien et modernisation du patrimoine routier de l'État en Île-de-France

- Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF)

1. Subdélégation de signature est accordée à M. Jacques SALHI, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur des routes d'Île-de-France, et, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Jérôme ROQUES, attaché d'administration de l'État hors classe, directeur-adjoint des routes d'Île-de-France ;
- M. Marc CROUZEL, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directeur adjoint territorial des routes d'Île-de-France ;
- M. Jean-Baptiste MOTTE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, secrétaire général délégué auprès de la DiRIF ;
- M. Emmanuel RIMOUX, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, responsable du service de modernisation du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- Mme Fanny CHANTRELLE, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, adjointe au responsable du service de modernisation du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- M. Frédéric ROCHER-LACOSTE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du service de la gestion patrimoniale du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- M. Claude STREITH, ingénieur divisionnaire des travaux public de l'État, adjoint au responsable du service de la gestion patrimoniale du réseau de la direction des routes d'Île-de-France ;
- M. Hervé ABDERRAHMAN, ingénieur hors classe des travaux publics de l'État, responsable du service du trafic et des tunnels de la direction des routes d'Île-de-France ;
- Monsieur Jean-François TARISTAS, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, chef de la mission de la politique et des moyens de l'exploitation de la direction des routes d'Île-de-France.

2. Subdélégation de signature est également accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le service de la modernisation du réseau :

- M. Guillaume BENNET, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du département de modernisation du réseau Sud-Ouest et à son adjoint M. Régis BOST, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Eric VILBE, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, responsable du département de modernisation du réseau Nord-Est, et son adjointe, Mme Florence DERUMIGNY, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Davy PRYBYLA, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département des projets olympiques, et son adjoint, M. Ludovic MARIA, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Christophe DESNOUAILLES, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département des études générales et des voies réservées ;
- Mme Louise DEVRIES, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département de l'ingénierie de la modernisation du réseau ;
- Mme Micheline LEHOUX, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des affaires foncières, et son adjointe Mme Sophie MOZER, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- M. Alexandre PICARD, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau programmation, gestion et ordonnancement et son adjointe Mme Marie BUISSON, attachée d'administration de l'État ;

■ pour le service de la gestion patrimoniale du réseau :

- M. Guillaume DAMIEN, ingénieur en chef des ponts des eaux et des forêts, responsable du département ouvrages d'art et son adjoint et chef de l'unité technique ouvrages d'art, M. Fernando DIAS, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Victor MARTINET, ingénieur des travaux publics de l'État, chef de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art, et son adjoint M. Thomas GODEFROY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- M. Olivier SIGAULT, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Sud-Ouest de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art ;
- M. Arnaud JESTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du Pôle Nord-Est de l'unité gestion centralisée ouvrages d'art ;
- Mme Pascale BLATNIK, ingénieure hors classe des travaux publics de l'État, responsable du département des techniques de la route et son adjoint M. Benjamin FOUCHARD, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Dominique LE DUFF, technicien supérieur en chef du développement durable, chef de l'unité équipement du département des techniques de la route ;
- Mme Marie SAULGEOT, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département politique et programmation routières ;
- Mme Laura SAPATEIRO, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité programmation, politiques techniques et qualité, et son adjoint, M. Arnaud IFFLY, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- Mme Eva CHEN YEN SU, ingénieure des travaux géographiques et cartographiques de l'État, responsable de l'unité géomatique du patrimoine routier ;
- M. Pascal GIRARD, ouvrier des parcs et ateliers, chef de l'unité gestion budgétaire et administrative, et son adjointe, Mme Gwenaëlle COSMAO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure ;

■ pour le service du trafic et des tunnels :

- M. Stéphane GOUDEAU, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable du département de l'ingénierie et de la modernisation des équipements et des tunnels ;
- M. Pierre-Baptiste DELPUECH, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable du département de l'exploitation du trafic et des tunnels, et ses adjoints, Mme Michèle MARLIERE, personnel non titulaire de catégorie A, et M. Olivier NALIN, ingénieur en chef des ponts, des

eaux et des forêts ;

- M. Abel BENOIT ROSARIO, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, chargé de mission sécurité du réseau ;
- M. Alexandre ROSSI, attaché d'administration de l'État, chef de l'unité observatoire et ingénierie du trafic, et son adjoint M. Marc RIVIERE, technicien supérieur en chef du développement durable ;
- M. Nicolas BERNARD, ingénieur des travaux publics de l'État, chef de l'unité coordination du trafic et information routière, et ses adjoints, M. Marc KOENIG, ouvrier des parcs et ateliers, chef du centre coordination trafic, et M. David THOMACHOT, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du pôle gestion de crises routières et chantiers ;
- Mme Caroline LORENZ, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité informatique et réseaux centraux, et son adjoint, M. David QUINTANS, ouvrier des parcs et ateliers ;
- M. Hassan BELKACEM, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Nord, et ses adjoints, M. Philippe THULLIER, et M. Michaël LEGAIT, ouvriers des parcs et ateliers ;
- Mme Camille REMY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Ouest, et ses adjoints, M. Jean Abdoulla GOULAM, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Marius JEAN, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ; M. Jérôme TEMPERAULT, ouvrier des parcs et ateliers, chargé du pôle de maintenance de Boulogne et M. Alain FALH, ouvrier des parcs et ateliers, chargé du pôle de maintenance de Nanterre ;
- Mme Emmanuelle LE ROY, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Sud, et ses adjoints M. Robert TOUATI, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Julien PROUST, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;
- M. Thomas LESURQUE, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du poste de contrôle trafic et tunnels Est, et ses adjoints, M. Laurent MOUSSEUX, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de l'exploitation, et M. Jean-Pierre SULLY, ouvrier des parcs et ateliers, en charge de la maintenance ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Ouest :

- M. Michel PERREL, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Ouest , et son adjointe Mme Julie COHEN-SOLAL, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Jean-Michel KIFOURI, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) ;
- Mme Pauline MATHEVET, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Jouy-en-Josas, et son adjoint M. Marc HELARY, technicien supérieur en chef du développement durable ;
- Mme Mélanie LIMIER, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'UER de Nanterre-Boulogne et ses adjoints, Mme Catherine CHAUVET, personnel non titulaire sous règlement intérieur local et M. Yohann POLDRUGOVAC, technicien supérieur principal du développement durable ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Est :

- M. Adrien PUGES, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Est et son adjoint M. Anthony MITRANO, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Claude GRUMELART, attaché d'administration de l'État, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) et son adjointe Mme Claudine GALLACCIO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle ;
- Mme Valérie DITTE, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Brie-Comte-Robert et son adjoint, M. Patrice DEGLA, technicien supérieur du développement durable ;
- Mme Emanuèle FRITSCH, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Champigny ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Sud :

- M. Patrice MORICEAU, ingénieur hors classe des travaux publics de l'État, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Sud, et son adjoint M. Moustapha SAVANE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Christian LABILLE, ouvrier des parcs et ateliers, responsable du bureau de gestion administrative et de la route ;
- M. Ludovic CADET, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Chevilly-Larue, et son adjointe Mme Lucienne LIBER, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable ;
- M. Frédéric BERTRAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route d'Orsay-Villabé et son adjoint, M. Denis PRUDHOMME, technicien supérieur en chef du développement durable ;

■ pour l'arrondissement de gestion et d'exploitation Nord :

- M. Thomas WALLISER, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable de l'arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Nord, et son adjoint M. Jean-Baptiste DE CAGNY, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts ;
- M. Juan-Manuel MARTIN, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du bureau de gestion administrative et de la route (BGAR) ;
- Mme Nadine AZOULAY, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable, responsable du pôle contentieux et gestion du domaine public ;
- M. Jean-Willem LALLEMAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable de l'unité d'exploitation de la route de Saint-Denis, et son adjoint M. Maurice LABYLLE, technicien supérieur principal du développement durable ;
- M. Régis MENDOLA, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable de l'unité d'exploitation de la route d'Eragny, et son adjointe Mme Isabelle KERSON, technicienne supérieure en chef du développement durable.

ARTICLE 4 : Sécurité des transports et des véhicules

■ pour le service sécurité des transports et des véhicules

Subdélégation de signature est accordée à M. Paul WEICK, administrateur de l'État hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint chargé de la sécurité des transports et des missions de défense et de sécurité, responsable du service sécurité des transports et des véhicules et son adjointe Mme Odile SÉGUIN, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, ainsi que, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Arnaud DEMAY, attaché d'administration de l'État hors classe, responsable du département de la sécurité des transports fluviaux, et son adjointe Mme Soledad SCARON, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- Mme Sabrina LANDUREAU, technicienne supérieure en chef du développement durable, responsable de l'unité sécurité des bateaux du département de la sécurité des transports fluviaux ;
- Mme Nathalie-Carole ZAMY, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable de l'unité documents de bord et police de la navigation du département de la sécurité des transports fluviaux ;
- Mme Valérie GOUDEAU, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, responsable du département de la sécurité des transports guidés et son adjoint M. Luc WEINSTEIN, ingénieur des travaux publics de l'État ;
- Mme Nathalie ALEXANIAN, attachée principale d'administration de l'État, responsable du département sécurité, éducation et circulation routières, et son adjoint, M. René ALBERTI, attaché d'administration de l'État ;
- M. Jean-François FRATINI, attaché principal d'administration de l'État, responsable de l'unité sécurité et éducation routières du département sécurité, éducation et circulation routières ;
- M. Guillaume THUAULT, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité circulation routière du département sécurité, éducation et circulation routières et son adjointe, Mme Félié

- LESUR, personnel non titulaire de catégorie B ;
- M. Moussa BELOUASSAA, conseiller d'administration du développement et de l'aménagement durables, responsable du département régulation des transports routiers ;
- Mme Sadia KHELIFI, ingénieure divisionnaire d'études et de fabrications, responsable de la division gestion du département régulation des transports routiers et son adjointe, Mme Cécile OLIVO, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle ;
- Mme Laurence MURZEAU, ingénieure des travaux publics de l'État, responsable de l'unité gestion des titres de la division gestion et Mme Gina DUVALLON, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, chargée de mission appui à la gestion ;
- M. Christophe DEPRUGNEY, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle, responsable de l'unité du registre des voitures de transport avec chauffeur et adjoint à la responsable de l'unité gestion des titres de la division gestion ;
- M. Hugues NOLLET, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable de la division contrôle du département régulation des transports routiers ;
- M. Yves SCHOEFFNER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef du département homologation et surveillance des véhicules.

ARTICLE 5 : Aménagement durable

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le service aménagement durable :

- Mme Muriel BENSALD, attachée d'administration de l'État hors classe, responsable du service aménagement durable, Mme Ghislaine BORDES, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, son adjointe, et, pour ce qui concerne les dispenses d'agrément des locaux d'activités, à M. Vincent BRUGER, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable de la mission immobilier d'entreprise et son adjointe, Mme Sabine FOURNET, ingénieure des travaux publics de l'État.

ARTICLE 6 : Politique des transports

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le service politique des transports :

- M. Alexandre ANACHE, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, responsable du service politique des transports, M. François PLOQUIN, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, adjoint au responsable du service et responsable du département des mobilités et de la logistique, et M. Denis LAISNEY, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, adjoint au responsable de service et responsable du département transports urbains ;

ARTICLE 7 : Politiques de l'eau et des milieux aquatiques

1. - Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le service politiques et police de l'eau :

- M. Thomas BOUYER, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, chef du service politique et police de l'eau et ses adjoints, Mme Caroline LAVALLART, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe et, M. Laurent TELLECHEA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe ;
- pour signer et accomplir les actes suivants, en qualité de délégué du bassin Seine-Normandie :
 - Saisir et convoquer au nom du préfet de la région d'Île-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, le comité de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie ;
 - Signer, au nom du préfet de la région d'Île-de-France, préfet coordonnateur du bassin

Seine-Normandie, tous les arrêtés et décisions concernant le plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie et la fixation des limitations de pêche selon les modalités fixées par ledit plan de gestion ;

- Saisir le comité de bassin Seine-Normandie pour avis sur les projets de périmètres de schémas d'aménagement et de gestion des eaux, les projets de schémas d'aménagement et de gestion des eaux et les projets de délimitation de zones vulnérables à la pollution par les nitrates ;
- Représenter, en application de l'article R. 212-30 du code de l'environnement, le préfet coordonnateur du bassin Seine Normandie dans les Commissions locales de l'eau des SAGE du bassin ;
- Saisir, en application de l'article R. 566-11 du code de l'environnement, le comité de bassin pour avis sur les documents relatifs à la mise en œuvre de la Directive Inondation ;
- Signer au nom du préfet de la région Île-de-France, préfet coordinateur du bassin Seine-Normandie, toutes les décisions d'habilitation des organismes pour la réalisation des diagnostics sur site de dispositifs métrologiques utilisés pour le calcul des redevances pour prélèvement sur la ressource en eau et pour pollution non domestique de l'eau perçues par les agences de l'eau.

2. - Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- M. Thomas BOUYER, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, chef du service politiques et police de l'eau et son adjointe, Mme Caroline LAVALLART, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, responsable de la mission stratégie eau et planification.
- Pour signer, au titre de la Mission Interdépartementale Inter-services de l'eau et de la nature, tous les actes ou décisions liés au fonctionnement et à la mise en œuvre des actions de la Mission Interdépartementale Inter-services de l'eau et de la nature de Paris et de la proche couronne.
- Mme Véronique NICOLAS, ingénieure divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, responsable du département instruction loi sur l'eau, son adjointe, Mme Julie FAURE, attachée principale d'administration de l'État, et Mme Gabrièle BENDAYAN, ingénieure des travaux publics de l'État, cheffe de l'unité Marne Seine amont ;

ARTICLE 8 : Connaissance et développement durable

■ pour le service connaissance et développement durable :

- M. Enrique PORTOLA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, responsable du service connaissance et développement durable, et ses adjoints, M. Jérôme AYACHE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, M. Guillaume CRIEF, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, et M. Luc CHARANSONNEY, administrateur de l'État ;

ARTICLE 9 : Décisions en Île-de-France au titre de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas mentionnée au premier alinéa du IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement pour les projets (articles L.122-1, L.122-2, L.512-7-2 et R.122-2, R.122-3, R.122-3-1 du code l'environnement)

Pour signer les actes suivants :

- les récépissés de dépôt, les courriers de demande de compléments, d'accusé de réception, de demande de contribution aux services experts, les décisions portant obligation ou non, de réaliser une évaluation environnementale, les réponses aux recours administratifs préalables rendus dans le cadre de la procédure d'examen « au cas par cas » conformément aux dispositions de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Subdélégation de signature est accordée à :

- M. Enrique PORTOLA, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, responsable du service connaissance et développement durable, et ses adjoints, M. Jérôme AYACHE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, M. Guillaume CRIEF, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, et M. Luc CHARANSONNEY, administrateur de l'État ;
- M. François BELBEZET, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, chef du département

évaluation environnementale jusqu'au 1^{er} février 2023 inclus, et ses adjoints, M. Tristan AVRY, attaché d'administration de l'État et Mme Anne-Laure VERNEIL, personnel non titulaire de catégorie A ;

- Mme Agnès COURET, ingénieure hors classe de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale de Seine et Marne, et ses adjointes, Mme Kim LOISELEUR, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines et Mme Clémence JAHANGIR, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Delphine DUBOIS, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale des Yvelines, et son adjointe, Mme Marielle MUGUERRA, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Patrick POIRET, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale de l'Essonne, et son adjointe, Mme Sophie PIERRET, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Alain TUFFERY, ingénieur des travaux publics de l'Etat hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Ile-de-France, directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;
- M. Fabrice MORONVAL, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines et M. Sofiène BOUIFFROR, administrateur de l'État, directeurs-adjoints de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;
- M. Laurent CONDOMINES, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Ile-de-France, directeur de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis et ses directeurs-adjoints, M. André COUBLE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, et M. Olivier ASTIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Julie TISSOT, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France, directrice de l'unité départementale du Val-de-Marne et ses adjoints, M. Jérôme WEYD, ingénieur en chef des travaux publics de l'État et Mme Fiona TCHANAKIAN, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Alexis RAFA, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale du Val d'Oise, et son adjoint, M. Thomas BLATON, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines.

ARTICLE 10 : Énergie

- pour le service énergie et bâtiments :

Pour instruire et signer les actes suivants :

- audits énergétiques, les courriers préalables aux mises en demeure et les mises en demeure elles-mêmes, délivrance des audits de performance énergétique auxquels sont soumis les obligés. Ce dispositif fait partie des sanctions prévues à l'article L 2334 du code de l'énergie ;
- l'ensemble des actes administratifs pris dans le cadre des démarches de soutien aux énergies renouvelables, dont les appels d'offre de la commission de régulation de l'énergie et notamment les certificats d'éligibilité du terrain d'implantation des appels d'offre concernant le développement des installations de production d'énergie renouvelables, les autorisations de modification technique ou des montages d'actionnariat des projets lauréats conformément au cahier des charges des appels d'offre et des instructions ministérielles et les courriers de mise en demeure de communication des garanties financières d'exécution des projets lauréats, conformément aux cahiers des charges ;
- les décisions et sanctions relatives au plan de performance énergétique et au contrôle des installations de production d'électricité renouvelable ;
- L'ensemble des actes administratifs pris dans le cadre du label « bas carbone » prévu par le décret n°2018-1043 du 28 novembre 2018 modifié et ses textes d'application, notamment l'arrêté du 28 novembre 2018 modifié, définissant le référentiel du label « Bas-Carbone », dont les décisions de labellisation des projets.

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives à :

- M. Baptiste LORENZI, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, adjoint au chef du service énergie et bâtiments ;
- M. Thibaut BADOUAL, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, chef du département climat, air, énergie.

ARTICLE 11 : Bâtiment :

Subdélégation de signature est accordée dans la limite de ses attributions à :

- M. Jérôme PINAUD, architecte urbaniste de l'état en chef, directeur de la stratégie et des projets immobiliers.
- pour le département bâtiment :

Subdélégation de signature est accordée dans la limite de leurs attributions respectives à :

- M. Baptiste LORENZI, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, adjoint au chef du service énergie et bâtiment ;
- Mme Nathalie BOUSQUET, ingénieure principale territoriale, cheffe du département bâtiment ;
- Mme Dominique RITZENTHALER, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, adjointe au responsable du département bâtiment ;
- M. Sébastien OLARTE, architecte urbaniste de l'État, responsable du département patrimoine immobilier (DPI).

ARTICLE 12 : Autorisation d'installation d'une enseigne sur site sensible

Pour les actes suivants :

- accord préalable à la délivrance d'une autorisation d'installation d'une enseigne sur un monument naturel, dans un site classé, un cœur de parc national, une réserve naturelle ou sur un arbre,

subdélégation de signature, dans la limite de leurs attributions, est accordée à :

- Mme Lucile RAMBAUD, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, cheffe du service nature et paysage et son adjoint M. Robert SCHOEN, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, Mme Laurence RUVILLY, attachée principale de l'administration de l'État, cheffe du département sites et paysage du service nature et paysage, et son adjointe Mme Florence MOTTES, architecte urbaniste de l'État, M. Stéphane LUCET, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, chef du département espaces et patrimoine naturels du service nature et paysage, et son adjoint M. Antoine LOMBARD, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement.

ARTICLE 13 : Pilotage du budget, des effectifs et des ressources humaines, affaires juridiques et documentation

- Pour le service accompagnement et pilotage :

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- Mme Nadine BONHOTAL attachée d'administration de l'État hors classe, cheffe du service accompagnement et pilotage et son adjoint, M. Philippe LOUVET, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- M. Jean-Baptiste PUIGGALI, attaché principal d'administration de l'État, responsable du département des affaires juridiques et de la documentation, pour signer tout acte ou pièces

nécessaires à la défense des activités des services devant les juridictions administratives et judiciaires et pour présenter des observations orales devant les juridictions ;

- Mme Carine LEBON, personnel non titulaire de catégorie A, chargée de mission juridique, pour présenter des observations orales devant les juridictions.

**ARTICLE 14 : Gestion des ressources humaines. Achats et commande publique.
Logistique et moyens généraux**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

■ pour le secrétariat général :

- M. Ivan ROCHARD, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, secrétaire général ;
- M. Jean-Baptiste MOTTE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, secrétaire général délégué auprès de la DiRIF et son adjoint, M. Pascal ERRECART, attaché principal d'administration de l'État, ainsi que pour présenter des observations devant les comités médicaux et les commissions de réforme ;
- Mme Marie-Laure AYUSTE-PELAGE, attachée d'administration de l'État, responsable du bureau des ressources humaines du secrétariat général délégué auprès de la DiRIF ;
- M. Xavier LEJEUNE, attaché principal d'administration de l'État, responsable du département des ressources humaines et des compétences, et son adjointe Mme Martine SADA, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, chef de l'unité carrières et rémunérations, à l'effet de signer tous les actes et pièces relevant des attributions du département, ainsi que pour présenter des observations devant les comités médicaux et les commissions de réforme ;
- Mme Nathalie RICHARD, attachée d'administration de l'État, cheffe de l'unité formation, handicap accompagnement et compétences, et M. Tarik MAHJOUBI, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité temps, effectifs, recrutement et mobilité, à l'effet de signer tous les actes et pièces relevant du département en cas d'empêchement du responsable et de son adjointe ;
- M. Bruno LENORMAND, technicien supérieur en chef du développement durable, responsable du département de la logistique et de la gestion immobilière et son adjointe, Mme Corinne DENIS, technicienne supérieure en chef du développement durable ;
- Mme Sylvie GAYRARD, personnel non titulaire de catégorie A, responsable du bureau des affaires juridiques au secrétariat général délégué auprès de la DiRIF et son adjointe Mme Catherine PERNOIS, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle et M. Nicolas MURY, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale, pour présenter des observations orales devant les juridictions.

■ pour le centre support régional :

- Mme Élisabeth BOULEZ, ingénieure des travaux publics de l'État hors classe, responsable du centre support régional ;
- Mme Frédérique TOUSSAINT, attachée principale d'administration, responsable du département gestion des ressources humaines et son adjointe, Mme Sandrine GRANDIN, assistante ingénieure de l'enseignement supérieur, responsable de l'unité qualité, et M. Stéphane MEINIER, attaché d'administration de l'État, responsable de l'unité gestion ;
- Mme Rachida El FILALI, attachée principale d'administration de l'État, responsable du centre de prestations comptables mutualisées (CPCM), et son adjointe, Mme Clémence DREVON, attachée d'administration de l'État, responsable du contrôle interne comptable ;
- M. Gaël BINTEIN, ingénieur des travaux publics de l'État, responsable du département systèmes d'information et numérique ;
- Mme Emmanuelle AIRAUD, attachée d'administration de l'État, adjointe au responsable du département systèmes d'information et numérique.

•

**ARTICLE 15 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région, préfet de Paris
à l'unité départementale de Paris**

Subdélégation de signature est accordée à M. Raphaël HACQUIN, administrateur général de l'État, directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale de Paris jusqu'au 14 février 2023 inclus, à M. Jean-Pascal BIARD, administrateur de l'État hors classe directeur régional et interdépartemental adjoint, directeur de l'unité départementale de Paris à compter du 15 février 2023 et, dans la limite de leurs attributions, à :

- Mme Émilie CAM, architecte urbaniste de l'État, responsable du service aménagement durable et connaissance des territoires jusqu'au 1^{er} février inclus, M. François BELBEZET, ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, responsable du service aménagement durable et connaissance des territoires à compter du 2 février 2023 ;
- Mme Laurence CACHEUX, attachée d'administration hors classe de l'État, responsable du service patrimoine, paysage et droit des sols ;
- Mme Natacha CARRIER-SCHRUMPF, attachée principale d'administration de l'État, responsable du service utilité publique et équilibres territoriaux ;
- Mme Chantal GERVAIS, attachée principale d'administration de l'État, responsable de la mission d'appui au pilotage local.

**ARTICLE 16 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale des Hauts-de-Seine**

Subdélégation de signature est accordée pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés à :

- M. Alain TUFFERY, ingénieur des travaux publics de l'Etat hors classe, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Ile-de-France, directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;
- M. Sofiène BOUIFFROR, administrateur de l'État, directeur-adjoint de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;
- M. Fabrice MORONVAL, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, directeur-adjoint de l'unité départementale des Hauts-de-Seine ;
- Mme Claire ROSEVEGUE, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du service risques et installations classées et son adjoint, M. Olivier PAS, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Rodolphe VAN VLAENDEREN, ingénieur de l'agriculture et de l'environnement, chef du service urbanisme et construction durables et son adjointe, Mme Sophie TCHENG, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État ;
- Mme Camille MADOIRE-ROUZAUD, attachée principale d'administration de l'État, responsable du service planification et aménagement des territoires et son adjointe, Mme Claire SAURON, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- M. Anthony JEANNE, attaché principal d'administration, responsable du service éducation et sécurité routière ;
- M. Frédéric SEIGLE, ingénieur de l'industrie et des mines, responsable du pôle véhicules infra-régional Ouest et son adjoint M. François RENAULT, technicien supérieur en chef de l'économie et l'industrie ;
- Mme Muriel LECAT, technicienne supérieure en chef du développement durable, responsable du pôle d'appui au pilotage local.

**ARTICLE 17 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis**

Subdélégation de signature est accordée à M. Laurent CONDOMINES, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, directeur de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés, ainsi qu'à :

- M. André COUBLE, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur-adjoint ;

- M. Olivier ASTIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, directeur-adjoint ;
- Mme Catherine CHOLLET, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du service risques et installations classées ;
- M. Alaoudine MAYOUFI, ingénieur de l'industrie et des mines, responsable du pôle véhicules infra-régional Nord ;
- Mme Renée CARRIO, attachée principale d'administration de l'État, responsable du service éducation et sécurité routière, et son adjoint M. Stéphane MUNCH, délégué du permis de conduire et de la sécurité routière ;
- Mme Florence MONFORT, ingénieure divisionnaire des travaux publics de l'État, responsable du service urbanisme et construction durable, et son adjointe, Mme Céline BARON, attachée principale d'administration de l'État ;
- Mme Mathilde HONORAT, ingénieure en chef des travaux publics de l'État, responsable du service planification et aménagement des territoires, et son adjointe Mme Marie JUILLE, attachée principale d'administration de l'État.

**ARTICLE 18 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale du Val-de-Marne**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions, respectives à Mme Julie TISSOT, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, directrice de l'unité départementale du Val-de-Marne et ses adjoints, M. Jérôme WEYD, ingénieur en chef des travaux publics de l'État et Mme Fiona TCHANAKIAN, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019 susvisés, ainsi qu'à :

- Mme Suzanne LECROART, conseillère d'administration du développement et de l'aménagement durables, responsable du service urbanisme et construction durables, et son adjoint M. Jean RAMAYE, attaché principal d'administration de l'État ;
- M. Emmanuel FRISON, conseiller d'administration du développement et de l'aménagement durables, responsable du service planification et aménagement des territoires, et ses adjoints Mme Géraldine SANAU, ingénieure principale des services techniques du ministère de l'Intérieur et M. Olivier COMPAGNET, attaché principal d'administration de l'État ;
- M. Alain MAHUTEAU, délégué principal du permis de conduire et de la sécurité routière, responsable du service éducation et sécurité routières ;
- Mme Isabelle SATIN, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, responsable du service risques et installations classées, et son adjointe Mme Anne JOHANNY, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines ;
- Mme Nadjette BENAOUA-GARCIA, secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe supérieure, cheffe du pôle d'appui au pilotage local et son adjoint, M. François MALARE, inspecteur du permis de conduire et de la sécurité routière de troisième classe.

**ARTICLE 19 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale de la Seine-et-Marne**

Subdélégation de signature accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à Mme Agnès COURET, ingénieure hors classe de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne, et à ses adjointes, Mme Kim LOISELEUR, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines et Mme Clémence JAHANGIR, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019.

**ARTICLE 20 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale des Yvelines**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à Mme Delphine DUBOIS, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, cheffe de l'unité départementale des Yvelines, et à son adjointe, Mme Marielle MUGUERRA, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019.

**ARTICLE 21 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale de l'Essonne**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Patrick POIRET, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale de l'Essonne, et à son adjointe, Mme Sophie PIERRET, ingénieure divisionnaire de l'industrie et des mines, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019.

**ARTICLE 22 : Autres mesures administratives déléguées par le préfet de région
à l'unité départementale du Val-d'Oise**

Subdélégation de signature est accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à M. Alexis RAFA, ingénieur hors classe de l'industrie et des mines, chef de l'unité départementale du Val-d'Oise, et à son adjoint, M. Thomas BLATON, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, pour les décisions de gestion des personnels visés dans les annexes des arrêtés du 29 décembre 2016 et du 26 décembre 2019.

ARTICLE 23

I. - Sont exclus des subdélégations visées dans les articles 2 à 14 :

- les conventions passées avec des collectivités locales, les établissements publics, les opérateurs publics et les agences d'urbanisme ;
- les correspondances ou avis formulés à l'attention des directeurs d'administration centrale ;
- les avis, propositions ou décisions relatifs aux cadres supérieurs de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;
- les mesures de suspension des fonctions et les décisions d'engagement de la procédure disciplinaire à l'égard des agents ;
- l'instruction et les actes relevant de la sanction disciplinaire, ainsi que de l'abandon de poste ;
- les avis, propositions ou décisions relatifs aux cadres supérieurs de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France.

II. - Sont exclues des subdélégations visées dans les articles 2 à 14, sauf pour les directeurs-adjoints y compris les directeurs des unités départementales :

- les correspondances avec les maires des communes chefs-lieux de département et les présidents d'établissements publics territoriaux (EPT), de communauté d'agglomération ou de communauté de communes ;
- les conventions relatives aux prestations mutualisées, assurées par une entité de la DRIEAT pour le compte d'autres directions de l'État en Île-de-France, y compris en matière immobilière.

III. - Sont exclues des subdélégations visées dans les articles 7 à 14 :

- Les correspondances avec les parlementaires, les anciens ministres, les conseillers régionaux et départementaux, les présidents des associations de maires, la maire de Paris et les maires des communes chefs-lieux de département ;
- Les correspondances entrant dans le cadre de la négociation du contrat de plan État-région ;

IV. - Sont exclus des subdélégations visées aux articles ci-dessus :

- Les mémoires en défense présentés au nom de l'État à l'occasion des recours formés devant les juridictions administratives et nés de l'activité de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, ou relevant de la délégation de pouvoir consentie au préfet de la région d'Île-de-France en matière de gestion de certains personnels du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement par le décret n° 2013-1041 du 20 novembre 2013 modifié et les arrêtés du 26 décembre 2019 modifiés susvisés.

Ne sont pas concernées par cette exclusion, et ce pour les activités relevant des articles 3 à 6 ainsi que des articles 11, 13 à 22, les procédures d'urgence prévues au livre V du code de justice administrative.

Par ailleurs, une copie de toutes correspondances avec les autres élus, maires, conseillers municipaux ainsi que de celles concernant le contrôle de légalité et les mémoires produits dans le cadre des procédures d'urgence susmentionnées, sera simultanément adressée au préfet de la région d'Île-de-France.

ARTICLE 24

Les subdélégations accordées au titre de la présente décision sont valables en cas d'intérim exercé par un subdélégué désigné formellement par la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France.

ARTICLE 25

La décision n° DRIEAT-IDF-2022-1176 du 30 novembre 2022 portant subdélégation de signature en matière administrative pour le compte du préfet de la région d'Île-de-France est abrogée.

ARTICLE 26

L'adjoint à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, chargé du pilotage, est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 17 janvier 2023

Pour le préfet et par délégation,

La directrice régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des transports
d'Île-de-France

signé

Emmanuelle GAY

Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis

IDF-2023-01-13-00007

Arrêté de délégation de signature au titre de
l'article R.6147-10 du code de la santé publique

Arrêté de délégation de signature
au titre de l'article R.6147-10 du code de la santé publique

Arrêté n° 2023-003

Le directeur du groupe hospitalier Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis,

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L.6143-7, L.6147-1, L.6147-6, R.6147-1, R. 6147-2, R. 6147-5, R. 6147-10 et R.6147-11

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination du directeur général de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris,

Vu l'arrêté directorial n° 20122114-0001 du 1^{er} août 2012 portant nouvelle dénomination des groupes hospitaliers de l'AP-HP,

Vu l'arrêté directorial n°ANADDG2019-03-004 du 29 avril 2019 portant nomination du Directeur du groupe hospitalier Hôpitaux Universitaires Paris-Seine-Saint-Denis (Avicenne, Jean-Verdier, René-Muret),

Vu l'arrêté directorial n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 fixant les matières déléguées par le directeur général de l'AP-HP aux directeurs de groupes hospitalo-universitaires et aux directeurs des hôpitaux ne relevant pas d'un groupe hospitalo-universitaire, au directeur de l'HAD et à certains directeurs de pôles d'intérêt commun,

ARRETE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à **M. Bernard BOCQUILLON**, directeur des ressources humaines, **M. François DUBOIS**, directeur des finances et du contrôle de gestion, **Mme Gaïa GANS**, directrice de la qualité, de la gestion des risques et de l'expérience patients, **M. Vincent KINDT**, directeur adjoint des ressources humaines et **Mme Sonia BENMAHIDDINE**, secrétaire générale – directrice de projets, à l'effet de signer en cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal DE WILDE, tous les actes relevant de la gestion du groupe hospitalier Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis, dans le champ d'attribution déterminé par l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

En cas d'absence de **M. Pascal DE WILDE**, délégation est donnée, pour les matières énoncées aux paragraphes A, B 29°, E 1°, 2° et 5°, F 1° à 3° et 7°, G 1° à 5° et H dans le champ de ses attributions de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé, au

cadre de direction désigné pour assurer l'intérim de la direction de l'hôpital Avicenne, pendant ladite période d'intérim.

Délégation de signature est donnée, en cas d'absence ou d'empêchement de **M. Pascal DE WILDE**, exclusivement pour les matières énoncées aux paragraphes E 5° et pour les relations avec la police et la justice ainsi qu'aux dépôts de plainte énoncés au paragraphe G 3°, pour l'hôpital Avicenne, à :

- **M. Pascal TELLE**, responsable de la sécurité anti-malveillance à l'hôpital Avicenne,
- **M. Henri BOUSQUET**, adjoint au responsable de la sécurité anti-malveillance à l'hôpital Avicenne

ARTICLE 2 : Délégation de signature est donnée à **M. Bernard BOCQUILLON**, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer les actes et décisions pour les matières énoncées aux paragraphes A, B à l'exception du B 29°, 38° et 39°, C 1° et 4° (actes pris en qualité d'ordonnateur), E 4° et 7°, F 1°, 2° et 6°, G 4° et 5° (dans le champ de ses attributions) de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Bernard BOCQUILLON**, délégation est donnée, pour l'ensemble des matières pour lesquelles lui-même reçoit délégation, à **M. Vincent KINDT**, directeur adjoint des ressources humaines.

En cas d'absence simultanée de **M. Bernard BOCQUILLON** et **M. Vincent KINDT**, délégation est donnée pour l'ensemble des matières pour lesquelles eux-mêmes reçoivent délégation à :

- **Mme Carole CERRI**, chargée de mission.
- **M. Anis HAOUCHINE**, chargé de mission

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à **M. Gabriel MIKOWSKI**, directeur des affaires médicales, de la recherche et de la stratégie, à l'effet de signer les actes et décisions pour les matières énoncées aux paragraphes A, C 1° et 4° (actes pris en qualité d'ordonnateur, F 1°, 2°, 4°, 6°, et 10° à 28°, 30 à 32°, 34° et 35°, G 4° de l'arrêté n° 75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Gabriel MIKOWSKI**, délégation est donnée, pour l'ensemble des matières pour lesquelles lui-même reçoit délégation, à **Mme Clarisse BOQUET**, directrice adjointe des affaires médicales, de la recherche et de la stratégie.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Gabriel MIKOWSKI** et **Mme Clarisse BOQUET**, délégation est donnée, pour les matières énoncées aux paragraphes A, C 1° et 4° (actes pris en qualité d'ordonnateur), F 1°, 2° et 6°, 10° à 28°, 30° à 32°, 34° et 35°, G 4° (dans le champ de ses attributions) de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé, à :

- **M. Cherif BENHAMMANI**, chargé de mission ;
- **Mme Fatima AHAMADA**, chargée de mission administrative

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée à **Mme Marie GOURAIN**, directrice de l'Hôpital Jean-Verdier, du projet Nouvel Hôpital Jean-Verdier et des relations Ville-Hôpital du GHU, à l'effet de signer les actes et décisions, pour les matières énoncées aux paragraphes A, B 29°, E 1°, 2° et 5°, F 1° à 3° et 7°, G 1° à 5° et H (dans le champ de ses attributions) de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Marie GOURAIN**, délégation est donnée, pour l'ensemble des matières pour lesquelles elle-même reçoit délégation, à **M. Henri DELHOMME**, adjoint à la directrice de l'Hôpital Jean-Verdier.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Marie GOURAIN** et de **M. Henri DELHOMME**, délégation est donnée exclusivement pour les matières énoncées aux paragraphes E 5° et pour les relations avec la police et la justice ainsi qu'aux dépôts de plainte énoncés au paragraphe G 3°, pour l'hôpital Jean-Verdier, à :

- **M. Franck BOUCHER**, responsable de la sécurité anti-malveillance à l'hôpital Jean Verdier
- **M. Philippe ROBIN**, adjoint au responsable de la sécurité anti-malveillance à l'hôpital Jean Verdier.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée à **M. François DUBOIS**, directeur des finances et du contrôle de gestion, à l'effet de signer les actes et décisions pour les matières énoncées au paragraphe C 1° à 8° et 10° (actes pris en qualité d'ordonnateur), E 3°, F 4° et 5°, G 2°, 3° (formalités relatives aux prélèvements d'organes et aux décès uniquement), et 4° (dans le champ de ses attributions), de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. François DUBOIS**, délégation est donnée, pour l'ensemble des matières pour lesquelles lui-même reçoit délégation, à **Mme Amélie CANTAT**, directrice adjointe des finances et du contrôle de gestion.

En cas d'absence simultanée de **M. François DUBOIS** et **Mme Amélie CANTAT**, délégation est donnée pour l'ensemble des matières pour lesquelles lui-même reçoit délégation à :

- **M. Jérôme VANTORHOUDT**, chargé de mission
- **Mme Rachida OUKHERFELLAH**, chargée de mission

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. François DUBOIS**, **Mme Amélie CANTAT**, **Mme Rachida OUKHERFELLAH**, et **M. Jérôme VANTORHOUDT**, délégation est donnée, pour les matières énoncées au paragraphe G 2°, et pour les formalités relatives aux prélèvements d'organes et aux décès énoncées au paragraphe G 3°, à :

- **Mme Aïni LAOUDI**, adjointe administrative,
- **Mme Monique JANDIA**, adjointe des cadres hospitaliers,
- **Mme Joana PEREIRA**, adjointe des cadres hospitaliers,
- **Mme Lovely PAUL**, chargée de mission,
- **Mme Jamila KADDOUR**, adjointe des cadres hospitaliers,

ARTICLE 6 : Délégation de signature est donnée à **M. Jacques SULBERT**, ingénieur chargé des investissements et de la maintenance, à l'effet de signer les actes et décisions pour les matières énoncées au paragraphe C 1°, 4°, 9° et 10° (actes pris en qualité d'ordonnateur), au paragraphe C en matière d'urbanisme et au paragraphe G 4° (dans le champ de ses attributions), de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Jacques SULBERT**, délégation est donnée, pour l'ensemble des matières pour lesquelles lui-même reçoit délégation, à :

- **M. Boubacar DIAKITE**, ingénieur hospitalier,

ARTICLE 7 : Délégation de signature est donnée à **M. Jérémie LECLERT**, chargé de mission, directeur du système d'information, à l'effet de signer les actes et décisions pour les matières énoncées aux paragraphes C 1°, 4°, 9° et 10° (actes pris en qualité d'ordonnateur),

D 2° et G 4° (dans le champ de ses attributions), de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Jérémy LECLERT**, délégation est donnée, pour l'ensemble des matières pour lesquelles lui-même reçoit délégation, à **M. Ahcène KALI**, chargé de missions.

ARTICLE 8 : Délégation de signature est donnée à **Mme Magali PERISSOL**, Directrice des achats, de la logistique et du développement durable, à l'effet de signer les actes et décisions pour les matières énoncées aux paragraphes C 1°, 9° et 10° (actes pris en qualité d'ordonnateur) et G 4° (dans le champ de ses attributions) de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Magali PERISSOL**, délégation est donnée, pour l'ensemble des matières pour lesquelles elle-même reçoit délégation, à :

- **Mme Stéphanie MARTINEZ**, chargée de missions,
- **Mme Patricia PERROT**, adjointe des cadres hospitaliers,
- **M. Lionel PEAN**, ingénieur hospitalier,
- **Mme Alexandrine VANNA**, chargée de mission,
- **Mme Delphine LEVON**, ingénieure hospitalier principal

ARTICLE 9 : Délégation de signature est donnée à **Mme Gaïa GANS**, directrice de la qualité, de la gestion des risques et de l'expérience patients, à l'effet de signer les actes et décisions pour les matières énoncées au paragraphe au paragraphe G 3°, 4° (dans le champ de ses attributions), de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé, ainsi que les décisions relatives au règlement amiable prévues au paragraphe F1 se rattachant aux droits des patients.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Gaïa GANS**, délégation est donnée exclusivement pour les relations avec la police et la justice ou les formalités relatives aux décès énoncées au paragraphe G 3° à :

- **Mme Lovely PAUL**, chargée de mission et chargée des relations avec les usagers et les associations de l'hôpital René-Muret ;
- **Mme Émeline SANTAIS**, chargée de mission et chargée des relations avec les usagers et les associations de l'hôpital Avicenne et de l'hôpital Jean Verdier ;

- **Mme Karen BOUDAUD**, cadre socio-éducatif, s'agissant exclusivement des formalités relatives aux décès.

ARTICLE 10 : Délégation de signature est donnée à **M. Ahmed EL DJERBI**, directeur de l'hôpital René-Muret, directeur des affaires générales du Groupe Hospitalier, pour les matières suivantes :

A – Au titre de la direction du site René Muret, délégation à l'effet de signer les actes et décisions, pour les matières énoncées aux paragraphes A, B 29°, E 1°, 2° et 5°, F 1° à 3° et 7°, G 1° à 5° et H (dans le champ de ses attributions) de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

B – Au titre des affaires générales, délégation à l'effet de signer les actes et décisions pour les matières énoncées aux paragraphes E 1°, 2°, au paragraphe G 3° pour les relations avec la police et la justice (dans le champ de ses attributions) et au paragraphe G 4° (dans le champ de ses attributions), de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

En cas d'absence de **M. Ahmed EL DJERBI**, délégation est donnée, pour les matières énoncées aux paragraphes A, B 29°, E 1°, 2° et 5°, F 1° à 3° et 7°, G 1° à 5° et H de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé, au cadre de direction désigné pour assurer l'intérim de la direction de l'hôpital René-Muret, pendant ladite période d'intérim.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Ahmed EL DJERBI**, délégation est donnée, pour les décisions de permissions temporaires de sortie des malades à **Mme Patricia CHOMEL**, assistante médico-administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Ahmed EL DJERBI**, délégation est donnée exclusivement pour les matières énoncées aux paragraphes E 5° et pour les relations avec la police et la justice ainsi qu'aux dépôts de plainte énoncés au paragraphe G 3°, pour l'hôpital René-Muret, à **M. Ekué EKUE-HETTAH**, responsable de la sécurité anti-malveillance à l'hôpital René Muret.

ARTICLE 11 : Délégation de signature est donnée à **Mme Alexandra ANDRO-MELIN**, coordinatrice générale des soins, à l'effet de signer les actes et décisions pour les matières énoncées au paragraphe G 4° (dans le champ de ses attributions) de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

ARTICLE 12 : Délégation de signature est donnée à **M. Julien GALLAUD**, directeur adjoint des Opérations, à l'effet de signer les actes et décisions pour les matières énoncées au

paragraphe G 4° (dans le champ de ses attributions) de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé.

ARTICLE 13 : Conformément à l'article 3 de l'arrêté n°75-2022-07-05-00014 du 5 juillet 2022 susvisé, délégation de signature est donnée pour les matières énumérées aux paragraphes A à J, dans le cadre du service de garde administrative et exclusivement en cas d'urgence ou de nécessité, à :

- L'ensemble des bénéficiaires d'une délégation de signature identifiés aux articles précédents du présent arrêté, à l'exception de Mme Fatima AHAMADA, M. Frank BOUCHER, Mme Karen BOUDAUD, M. Henri BOUSQUET, Mme Patricia CHOMEL, M. Boubacar DIAKITE, M. Ekué EKUE-HETTAH, Mme Monique JANDIA, M. Ahcène KALI, Mme Aïni LAOUDI, M. Jérémy LECLERT, Mme Delphine LEVON, Mme Lovely PAUL, M. Lionel PEAN, Mme Joana PEREIRA, M. Philippe ROBIN, Mme Émeline SANTAIS, M. Jacques SULBERT, M. Pascal TELLE, Mme Alexandrine VANNA.
- **Mme Marie AUDUBERT-QUENOT**, directrice du département santé, qualité de vie et des conditions de travail, à la DRH de l'AP-HP,
- **M. Chérif BENHAMMANI**, chargé de mission,
- **Mme Ismahane BERRABAH**, chargée de mission,
- **Mme Nadia BOULHAROUF**, responsable du département des affaires juridiques et des marchés publics à l'ARS,
- **M. Henri DELHOMME**, adjoint à la directrice de l'Hôpital Jean-Verdier,
- **Mme Catherine DE MICHELI**, cadre de santé,
- **Mme Christine DUFEAL**, adjointe des cadres hospitaliers,
- **Mme Annick DUPIN**, directrice adjointe d'hôpital, Responsable du domaine Logistique au département gestion à la direction des Systèmes d'Information du Site Picpus et de l'hôpital Rothschild,
- **Mme Françoise GAILLARD**, attachée d'administration hospitalière,
- **Mme Marion GAUDIN**, chargée de mission,
- **M. Anis HAOUCHINE**, chargé de mission,
- **Mme Marion JOLIN**, chargée de mission,
- **Mme Jamila KADDOUR**, adjointe des cadres hospitaliers,
- **M. Vincent KAUFMANN**, chargé de mission,
- **Mme Stéphanie MARTINEZ**, chargée de mission,
- **M. Fabien MIGNOT**, cadre expert en soins,
- **Mme Stefi MOUNIEN**, chargée de mission,
- **Mme Rachida OUKHERFELLAH**, chargée de mission,
- **Mme Patricia PERROT**, adjointe des cadres hospitaliers,

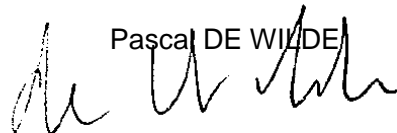
- **M. Pascal PINGEON**, ingénieur,
- **Mme Lisa PINTO**, chargée de mission,
- **M. Frédéric POUPLARD**, chargé de mission,
- **Mme Brigitte SEGUIN**, cadre supérieure de santé,
- **Mme Nassima SIDHOUM**, contrôleur de gestion,
- **Mme Laure TEPENIER**, cadre supérieure de santé,
- **Mme Evelyne TRILLARD-LOURIMI**, assistante médico-administrative,
- **M. Jérôme VANTORHOUDT**, chargé de mission,
- **Mme Laure WALLON**, Directrice du pôle Ressources humaines en santé au sein de la Direction de l'offre de soins de l'ARS IDF,
- **Mme Brigitte WOILLEZ**, cadre supérieure de santé,
- **Mme Nadia ZEROUALI**, adjointe des cadres hospitaliers.

ARTICLE 14 : L'arrêté n° 2022-052 du 22 décembre 2022 portant délégation de signature est abrogé.

ARTICLE 15 : Le présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile de France, préfecture de Paris et de la Préfecture de police de Paris peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Montreuil, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa publication.

Fait à Bobigny, le 13 janvier 2023

Le Directeur du groupe hospitalier
Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint-Denis,

Pascal DE WILDE


Préfecture de la région d'Ile-de-France,
préfecture de Paris-Secrétariat général aux
politiques publiques

IDF-2023-01-17-00001

Arrêté

portant délégation de signature aux agents du
centre de service partagé régional de la
préfecture
de la région d Ile-de-France, préfecture de Paris,
en matière d ordonnancement et d exécution
budgétaire

Arrêté

portant délégation de signature aux agents du centre de service partagé régional de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, en matière d'ordonnancement et d'exécution budgétaire

Le préfet de la région d'Île-de-France,
Préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment ses articles 20-1 et 69-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IDF-2022-07-13-00002 et 75-2022-07-13-00002 du 13 juillet 2022 portant organisation de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris ;

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Marc GUILLAUME en qualité de préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ;

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Mme Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD, préfète, secrétaire générale aux moyens mutualisés de la préfecture de la région Île-de-France, préfecture de Paris ;

ARRETE

Article 1er : I- Délégation de signature est donnée en matière d'ordonnancement et d'exécution budgétaire, à Mme Sandrine IRAGABA, attachée d'administration, responsable du centre des services partagés régional et ordonnateur secondaire délégué au sens de l'article 20-1 du décret du 29 avril 2004 susvisé, pour transcrire dans le système d'information financière de l'État toutes les décisions d'ordonnancement de dépenses et de recettes des services compétents, pour lesquelles le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, est ordonnateur secondaire de droit ou en vertu d'une délégation de gestion.

À ce titre, elle est autorisée, pour tout acte sans limite de montant, à :

- saisir et valider les actes relatifs aux engagements juridiques ;
- saisir et valider les actes relatifs aux demandes de mise en paiement ;
- saisir et valider les actes relatifs aux recettes ;
- saisir et valider les actes relatifs aux immobilisations ;
- requérir l'intervention du support technique de l'agence pour l'informatique financière de l'Etat.

II-Délégation de signature est donnée, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, pour tout acte sans limite de montant, pour saisir et valider les actes relatifs aux engagements juridiques, les demandes de mise en paiement, les recettes, les immobilisations, pour intervenir auprès du support technique, pour constater ou certifier le service fait dans le progiciel CHORUS, à :

- 1) M. Christophe LEITE, agent de catégorie A, chef de la section « gestion des actes complexes » du centre de services partagés régional ;
- 2) Mme Dalila MANSOURI, agente de catégorie B, adjointe au chef de la section « gestion des actes complexes » du centre de services partagés régional ;
- 3) Mme Francia JABIN, agente de catégorie B, cheffe de section du centre de services partagés régional ;
- 4) M. Fabrice SILENE, agent de catégorie B, chef de section du centre de services partagés régional ;
- 5) Mme Jeanne-Lauraine GAPIRA agente de catégorie B affectée au centre de services partagés régional ;
- 6) Mme Sophie DIVARET, agente de catégorie B affectée au centre de services partagés régional ;

III- Délégation de signature est donnée, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, pour tout acte dont le montant est strictement inférieur à 1 500 000 € pour saisir et valider les actes relatifs aux engagements juridiques, les demandes de mise en paiement, les recettes, les immobilisations, pour intervenir auprès du support technique, et pour constater ou certifier le service fait dans le progiciel CHORUS, aux agents de catégorie C affectés au centre de service partagés régional dont les noms suivent :

- 1) Mme Fadila TOUIL,
- 2) Mme Carole ABAUZIT,
- 3) Mme Lucienne MARIN.

IV- Délégation de signature est donnée en qualité d'ordonnateur secondaire délégué du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, d'une part pour tout acte sans limite de montant, pour saisir les actes relatifs aux engagements juridiques, les demandes de mise en paiement, les recettes, les immobilisations, pour constater ou certifier le service fait dans le progiciel Chorus, et, d'autre part, pour tout acte dont le montant est strictement inférieur à 1 500 000 euros, pour assurer une suppléance des agents mentionnés aux I à III du présent article concernant la validation pour les actes relatifs aux engagements juridiques, aux demandes de mise en paiement, aux recettes et aux immobilisations, aux agents de catégorie C affectés au centre de services partagés régional dont les noms suivent :

- 1) M. Frédéric DESELVA,
- 2) M. Mickael GILBERT,
- 3) Mme Djenette GUESSOUM,
- 4) Mme Annie LAUNAY,
- 5) Mme Chelsy MARIN.

V- Délégation de signature est donnée, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, pour tout acte sans limite de montant, pour saisir les actes relatifs aux engagements juridiques, les demandes de mise en paiement, les recettes, les immobilisations, et pour constater ou certifier le service fait dans le progiciel CHORUS, aux agents de catégorie C du centre de services partagés régional dont les noms suivent :

- 1) Mme Rose BENARD,
- 2) Mme Jamila BELALIA,
- 3) Mme Jacqueline CHANDRAMOHAN,
- 4) M. Bertrand COMPAGNAT,
- 5) M. Patrick DE SOUZA,
- 6) Mme Nadjet DOUMA,
- 7) Mme Jacqueline ERIN,

- 8) Mme Djamilia FOURDACHON,
- 9) M. Jérôme LACHIVER,
- 10) Mme Delly LE GAL,
- 11) Mme Chelsy MARIN,
- 12) Mme Sophia MERABET,
- 13) Mme Astrid SIMAT.

Article 2 : L'arrêté n° IDF-2022-11-02-00002 du 2 novembre 2022 portant délégation de signature aux agents du centre de service partagé régional de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, en matière d'ordonnancement et d'exécution budgétaire, est abrogé.

Article 3 : La préfète, secrétaire générale aux moyens mutualisés de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris (échelon de la région d'Ile-de-France), accessible à l'adresse : www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france.

Fait à Paris, le 17 janvier 2023

Le préfet de la région d'Ile-de-France,
Préfet de Paris,

signé

Marc GUILLAUME